

Critique Communiste

revue mensuelle

de la

Ligue Communiste Révolutionnaire

(section française de la IV^e Internationale)

n° 26

février 84 / 14 fr.

Sommaire

Les enjeux politiques de Talbot



«Zéro licenciement»

Une ligne de partage dans le mouvement ouvrier



L'intervention d'E. Mandel au VI^e Congrès de la LCR



LES POLITIQUES NATALISTES EN FRANCE



Victoire de Chalamov



La deuxième déclaration de La Havane
(Extraits)

Dossier

Les enjeux politiques de Talbot

LA lutte des ouvriers de Talbot doit être saluée comme la première grande bataille d'une guerre qui ne fait que commencer. Cette guerre, les capitalistes et leurs alliés lui donnent le nom de « restructurations industrielles ». Pour les travailleurs, il s'agit d'affronter une offensive anti-ouvrière de grande ampleur qui se traduit par des licenciements massifs, l'accroissement sans frein du chômage, la remise en cause du pouvoir d'achat et de tous les acquis conquis de haute lutte...

La première leçon de la grève de Talbot, tant pour la classe capitaliste que pour les travailleurs, c'est qu'il n'y aura pas d'attaque contre l'emploi sans réaction ouvrière. Les plans patronaux de licenciements n'iront pas sans « casse » !

Oui, la grève des Talbot est un test !

La grève des Talbot constitue un révélateur de ce que sont les tensions sociales et politiques accumulées dans le pays.

● Test, tout d'abord, au regard de la volonté capitaliste d'affronter les travailleurs. Pour parvenir à ses fins, imposer les objectifs qui étaient les siens en matière de licenciements, le patronat n'a pas lésiné sur les moyens : chantage, en menaçant de liquider l'entreprise, racisme, en engageant une véritable campagne contre les travailleurs immigrés, violence physique, en faisant intervenir les commandos de la CSL... Pour les capitalistes, toutes les méthodes sont bonnes dès lors qu'il s'agit de restructurer et rationaliser la production afin de restaurer les taux de profit.

● Test, ensuite, pour la politique de collaboration de classes du gouvernement. Concession après concession, celui-ci a cédé devant les exigences patronales de la direction PSA et a fini par se ranger totalement du côté des patrons. En ce sens, l'accord PSA-gouvernement est un véritable feu vert donné aux plans de licenciement que le patronat prépare dans tous les secteurs industriels.

● Test, du même coup, pour les directions traditionnelles du mouvement ouvrier. Alors qu'il était du devoir élémentaire de toute organisation se réclamant de la classe ouvrière d'être aux côtés des travailleurs en lutte pour leur emploi, c'est la sainte-alliance anti-Talbot qu'ont ralliée ces directions. On se souviendra longtemps du comité directeur du Parti socialiste dénonçant, par la bouche de Poperen, le « maximalisme » irresponsable de cette lutte. On n'est pas près d'oublier les dénonciations calomnieuses de Krasucki présentant les grévistes comme des « extrémistes manipulés », ni la bataille de la direction du PCF pour une « bonne application » de l'accord PSA-gouvernement.

Dans cette affaire, les directions majoritaires du mouvement ouvrier ont signé leur politique : celle de la collaboration de classes qui, inmanquablement, les conduit, derrière le gouvernement, à se détourner des travailleurs pour s'opposer à leur lutte.

● Test, enfin et surtout, pour la classe ouvrière puisque, à travers ce combat, ce

sont ses capacités de résistance face aux licenciements et au chômage qui ont été mises à l'épreuve. Certes, les travailleurs de Talbot, malgré leur détermination, n'ont pu empêcher les 1905 licenciements exigés par le patronat avec la caution du gouvernement, et cela constitue une défaite.

Mais il y a eu lutte ! Une bataille on ne peut plus claire opposant d'un côté la volonté patronale de jeter sur le pavé les travailleurs qu'elle juge « hors d'usage », de l'autre la résistance ouvrière se concrétisant en un mot d'ordre simple : « zéro licenciement ! ».

Tel est l'acquis principal de la grève des Talbot. Un acquis qui condense les données de la situation présente : à la fois les obstacles politiques auxquels se heurtent les travailleurs et la réalité des rapports de forces entre la classe ouvrière et les capitalistes, des rapports de forces que ces derniers doivent modifier pour atteindre leurs objectifs.

Une lutte qui vient de loin

En quelques mois, les travailleurs de Talbot ont accumulé une riche expérience de lutte.

● Juin 1982 : bataille pour la liberté et la dignité contre la CSL. A travers cette action, c'est l'affirmation du mouvement ouvrier organisé qui prend corps. Les délégués de chaîne, élus des travailleurs aux côtés des délégués du personnel et des délégués syndicaux, jouent le rôle central dans ces nouvelles formes prises par un mouvement syndical en plein essor.

● Juillet 1983 : annonce des licenciements. La mobilisation va progressivement se construire. D'abord à travers les discussions au sein des organisations syndicales. Dans la section CFDT, contre les positions de la Fédération générale de la métallurgie (FGM) et de l'Union parisienne des syndicats métaux (UPSM), qui consistaient à défendre la nécessité d'un « parking formation avec garantie de réembauche », ce qui revenait de fait à accepter les licenciements ; dans la CGT, contre les positions du PCF qui, depuis le rapport Poperen à la conférence automobile de Pantin, prône la « mobilité de l'emploi dans le cadre de la branche ou du bassin industriel ». C'est l'exigence du « non aux licenciements ! » qui devient le mot d'ordre mobilisateur pour les travailleurs de Talbot.

Débrayages et conflits partiels sur les conditions de travail, succès du questionnaire interrogeant les travailleurs sur leur volonté d'engager la lutte contre les licenciements, réunions des délégués de chaîne CGT et CFDT des ateliers B2 et B3 pour préparer la lutte : l'éclatement de la grève sera le produit d'une bataille prolongée sur la base du refus de tout licenciement.

Une bataille que viendra ponctuer, le 3 décembre, la grande marche pour l'égalité des droits entre immigrés et Français à laquelle participent de nombreux travailleurs de l'entreprise.

C'est ce type de préparation qui était également nécessaire au plan national pour organiser systématiquement la solidarité autour des Talbot.

La dynamique du « zéro licenciement »

Cette revendication, forgée au feu de la grève, correspond incontestablement à ce droit élémentaire qu'est le droit à l'emploi. D'où son caractère mobilisateur, lui aussi tout à fait incontestable : ce sont les milliers de travailleurs qui participaient aux meetings du B3 qui ont fait de ce mot d'ordre l'étendard de la lutte.

Sur la base de la mobilisation et du rapport de forces, très vite, les Talbot se sont tournés vers la majorité et le gouvernement à travers la carte postale pour la défense des emplois adressée à Mitterrand, les délégations auprès de Mauroy, l'envoi collectif des lettres de licenciement au Premier ministre.

Dans ces conditions, c'est à une mini-crise gouvernementale que l'on assista. *Le Monde* n'hésitant pas, sous la plume de J.-M. Colombani, à faire référence

aux grèves de 1947. Mais surtout, le conflit mit brutalement en lumière en quoi la politique du gouvernement, celles du PS et du PCF, sont opposées aux intérêts des travailleurs. En quoi, aussi, il est nécessaire de construire un rapport de forces, sur la base de la mobilisation ouvrière, pour imposer la satisfaction des revendications.

C'est en s'appuyant sur ce mouvement lui-même que la LCR mit en avant des mots d'ordre clairs : l'annulation des licenciements, l'exigence adressée au gouvernement d'interdire ces licenciements.

Toute la lutte a témoigné d'une donnée clé de la situation actuelle dominée par la crise capitaliste et l'existence d'une majorité PS-PCF : la dynamique politique dont sont porteuses les revendications immédiates, telle celle du refus des licenciements.

Une revendication maximaliste ?

C'est une véritable campagne qu'ont déchaînée le patronat et le gouvernement pour tenter de convaincre l'opinion que la grève Talbot était « irresponsable », que ceux qui refusent les licenciements sont de dangereux « jusqu'aboutistes » !

Puisque la question est posée, posons-la : était-ce maximaliste de se battre sur « zéro licenciement » ?

● Contrairement aux insinuations des uns et des autres, dans l'entreprise, le rapport de forces était en faveur des grévistes, la lutte n'était pas minoritaire.

Plusieurs faits témoignent de cette réalité : le blocage de la production était plus fort qu'en 1982, plusieurs milliers d'ouvriers participaient activement à la grève, ce sont de mille à deux mille travailleurs qui se regroupaient pour les meetings du B3, les hésitations et la sympathie pour la grève dominaient parmi les travailleurs français dont certains participaient à un meeting au B5 avec la CFDT. Ce rapport de forces s'est confirmé lors de l'offensive de la CSL par les capacités d'autodéfense dont ont su faire preuve les grévistes.

Ce qui a manqué à ces derniers, ce n'est ni la détermination ni le rapport de forces dans l'usine même, c'est, du fait de la politique des directions, la faiblesse de la solidarité de la classe ouvrière autour de leur lutte. Solidarité qui aurait dû se concrétiser par une grande manifestation unitaire, témoignage de la volonté du mouvement ouvrier de ne pas laisser les Talbot isolés, engagement à lutter avec eux jusqu'au bout. On sait que les directions syndicales, comme celles du PS et du PCF, ont agi très exactement à l'opposé de cette exigence simple de la solidarité ouvrière.

● Contrairement aux explications sans cesse ressassées, la situation de crise économique ne frappe pas d'irréalisme le refus des licenciements. Au contraire, elle lui donne la force d'une urgente nécessité.

Au moment où rien ne semble en mesure de stopper la sinistre marée du chômage, il faut opposer aux plans patronaux le refus des licenciements, le partage du travail entre toutes les mains ouvrières, la réalisation immédiate de la semaine de trente-cinq heures sans perte de salaire. Alors que la quasi-totalité du mouvement ouvrier européen revendique la semaine de trente-cinq heures, il ne faut pas oublier qu'une telle mesure, à Talbot, aurait constitué un moyen immédiat pour éviter tout licenciement.

Bien sûr, les patrons ne sont pas prêts à céder sur ces revendications. Mais lorsqu'il s'agit de la direction PSA, qui a déjà empoché des milliards d'aide de l'Etat, qui s'est rendue célèbre pour ses méthodes de choc contre les ouvriers, qui, là, menaçait de fermer l'entreprise et faisait appel à des nerfis fascistes, la réplique devait être sans hésitation : la nationalisation de PSA, sans indemnités ni rachat, l'appui sur la grève pour réaliser cette nationalisation sous le contrôle des travailleurs.

Face à la division, l'unité des travailleurs

Au nom de la solidarité gouvernementale qui, de fait, l'amenait à défendre l'accord PSA-gouvernement, la direction de la CGT a engagé une politique

effrénée de division. Les travailleurs ont pu contrecarrer les effets les plus désastreux de celle-ci. En imposant leurs propres méthodes de lutte, ils ont su ouvrir la voie à l'unité de combat des travailleurs. Par les meetings quotidiens du B3, par la réalisation de l'unité des délégués de chaîne CGT et CFDT, par la mise sur pied, enfin, d'un comité de grève. Plus de quatre cents travailleurs s'inscrivirent à ce comité de grève, animé unitairement par des délégués de chaîne CGT et CFDT. Loin de se poser comme possible concurrent des organisations syndicales, le comité de grève fit appel à elles pour travailler à la réalisation de l'unité des travailleurs dans la lutte.

Certes, le comité de grève de Talbot n'eut pas le temps de se déployer réellement et de faire la démonstration des potentialités dont il était porteur. Mais, à côté d'autres exemples récents — les réunions de cheminots appelées par des travailleurs du rang, la coordination des sections CFDT lors de la grève des centres de tri, voire, à un autre plan, l'initiative de la marche des immigrés, etc. —, il s'agit là d'un signe qui témoigne qu'il est possible de prendre des initiatives et d'adopter des formes d'organisation qui permettent de surmonter les obstacles mis à la mobilisation par la politique du gouvernement et des directions majoritaires.

La ligne de partage est nette. Elle sépare ceux qui ont lutté aux côtés des Talbot de ceux qui se sont battus contre eux.

Être aux côtés des Talbot, ce n'était pas seulement être solidaire d'une lutte courageuse et exemplaire. C'était défendre une ligne alternative à celle des directions majoritaires et s'appuyer sur la légitimité ouvrière du refus des licenciements. C'est en ce sens que le mot d'ordre de « zéro licenciement » s'articulait avec la revendication de la semaine de trente-cinq heures et l'exigence de la nationalisation de PSA.

Une ligne alternative qui, du point de vue de la lutte, se concrétisait dans la perspective d'une mobilisation de longue durée s'opposant aux négociations de dupes défendues par la CGT et le PCF.

Cette alternative s'est concrétisée dans le conflit dans les positions de lutte de classe au sein de la CFDT, dans l'action des délégués de chaîne et avec la formation du comité de grève. Toutes choses qui ont montré que, face aux directions de collaboration de classes, celle de la CGT et du PCF en l'occurrence, commençaient à se former les éléments d'une direction alternative, capable de s'appuyer sur la mobilisation ouvrière pour tracer la voie de la défense intransigeante des revendications.

Ces leçons-là sont décisives pour l'avenir.

On a souligné les spécificités de l'entreprise et le rôle joué par les travailleurs immigrés. Il est vrai que ceux-ci ont constitué la force motrice du conflit. Il ne s'agit pas pourtant d'analyser cette grève, telles celles de 1982, à travers ces spécificités. Avec Talbot, ce sont les problèmes clés de la situation qui se sont trouvés posés : celui des « restructurations industrielles » et des licenciements, celui de la dynamique politique de toute grève importante dans la situation actuelle...

Talbot est une première bataille qui en prépare d'autres ! Tous les secteurs sont concernés : la sidérurgie, les chantiers navals, les Charbonnages, le textile... La question à l'ordre du jour est bien celle de la préparation d'un mouvement d'ensemble pour dire non à la logique patronale des licenciements et du chômage.

Une exigence dont les dirigeants confédéraux se font l'écho lorsque, tel Krasucki, ils évoquent la possibilité d'une « marche sur Paris ». Mais une telle perspective ne saurait rester cantonnée au domaine des effets oratoires. Car le problème est bien de poser avec le plus de force possible, à l'échelle nationale, le refus des licenciements. Afin de dépasser une situation qui voit les travailleurs se battre entreprise par entreprise, sans pouvoir faire peser dans la balance, face au patronat, le poids d'une mobilisation d'ensemble.

Talbot a ouvert la voie : *Non aux licenciements !* doit devenir le cri de ralliement de toute la classe ouvrière, afin de bloquer les plans de chômage du patronat.

Pierre Clément et François Ollivier

« Zéro licenciement »

Une ligne de partage dans le mouvement ouvrier

François SITEL et François OLLIVIER

LA dynamique du conflit Talbot a très vite amené chacun à comprendre que son enjeu était au cœur de la situation politique. Un enjeu double, en forme de test. Au regard de la situation de l'emploi, d'abord. Pour le mouvement syndical ensuite. Les directions de ce dernier, prisonnières de leur soutien au gouvernement, ont dû, confrontées aux légitimes exigences des travailleurs, jeter le masque et révéler crûment leurs objectifs.

Le mouvement syndical à l'épreuve

Redoutable épreuve, en effet, pour ces directions syndicales, celle qui voit d'un côté les travailleurs se battre sur « non aux licenciements » et de l'autre les ministres socialistes et communistes signer avec la direction PSA un accord se soldant par 1 905 licenciements ! Une de ces situations où les directions syndicales accrochées à la collaboration de classes n'ont plus qu'une préoccupation : tenter de sauver la face !

Les directions de la CGT et de la CFDT se sont trouvées placées différemment par rapport à ce conflit. La CGT, majoritaire dans l'entreprise, puissante dans la métallurgie, portait les responsabilités principales. Son soutien à l'accord PSA-gouvernement l'a amené assez vite à s'opposer frontalement aux travailleurs et à casser le mouvement de lutte. La direction de la CFDT, pour sa part, est apparue comme soutenant sa section de Talbot et non engagée par l'accord conduisant aux licenciements. Même si, pour finir, elle aussi a cautionné des licenciements dont elle contestait plus la forme que le fond, il n'est pas possible de renvoyer dos à dos les deux directions

pour leur comportement au cours même du conflit.

Cela étant précisé, il convient, ici, d'analyser ce qui constitue le fond même de la politique de la CGT et de la CFDT. Car derrière les désaccords et les différences réelles dans la politique des deux directions confédérales, ce fond apparaît très largement commun.

Le conflit Talbot éclaire la politique des directions de la CGT et de la CFDT, déchire les camouflages que celles-ci utilisent pour tenter de dissimuler aux yeux des travailleurs leur refus de défendre réellement les intérêts ouvriers.

Krasucki et Maire ne peuvent user de la même liberté de langage que Bergeron. Ce dernier, estimant sans doute que les militants FO de Talbot se garderaient bien de lui réclamer de plus amples explications, n'y est pas allé par quatre chemins. Dès le 19 décembre, il déclarait : « Nous avons conseillé aux militants FO de ne pas s'engager dans la grève. Ils nous ont écoutés... » (*Le Monde* du 20 décembre.)

Les directions de la CGT et de la CFDT savent qu'elles rencontreront plus de difficultés que Bergeron lorsqu'il leur faudra s'expliquer devant les syndiqués et les travailleurs. C'est pourquoi elles ont développé des discours qui méritent d'être analysés. D'autant que, cégétistes ou cédétistes, ces discours ne vont pas sans points communs.

Négociateur les « mutations industrielles »

Mutations industrielles ! Tel est aujourd'hui le maître mot des directions majoritaires du mouvement ouvrier, tant au plan syndical que

politique. Des « mutations industrielles » présentées toujours comme inévitables, qu'il faudrait « prévoir » et « négocier », afin de les rendre « moins dramatiques » pour les travailleurs concernés... On se garde bien d'expliquer ce que cache ce terme directement emprunté au discours économique bourgeois. Et pour cause ! L'objectif n'est pas d'éclairer la réalité capitaliste, mais de faire accepter celle-ci à ses victimes directes : les travailleurs !

Ne comptons donc ni sur Maire ni sur Krasucki pour nous expliquer que les fameuses « mutations industrielles » signifient, dans le cadre de la crise, la nécessité pour le capital de se restructurer afin de défendre les taux de profit. D'où le sacrifice d'entreprises et de branches entières jugées insuffisamment rentables par rapport aux possibilités de profit sur le marché capitaliste mondial (sidérurgie, textile, chantiers navals, etc.). D'où la nécessité de renouveler les techniques de production, par l'introduction massive de l'automatisation et de l'informatique dans des secteurs comme l'automobile et le tertiaire, afin de rivaliser avec les entreprises concurrentes les plus compétitives sur ce même marché mondial. D'où aussi le refus des capitalistes d'engager des investissements pour créer ou développer des industries dont on juge qu'il en coûterait trop cher pour rattraper les retards accumulés (machines-outils, informatique lourde...); refus également d'investir pour accroître des productions dont on estime qu'elles ne seront pas assez rentables compte tenu de la baisse du pouvoir d'achat et de la contraction du marché mondial. Toutes décisions qui se conjuguent pour provoquer un développement massif du chômage !

Cela, tout le monde le sait. N'est-ce pas Mitterrand qui, hier, parlait du drame humain et social que signifie le chômage et qui promettait que l'emploi serait la priorité numéro un du nouveau pouvoir ? La CGT et la CFDT ne mettaient-elles pas en avant la revendication centrale de la semaine de trente-cinq heures, comme le fait aujourd'hui la quasi-totalité du mouvement syndical européen ?

Mais, du côté de la majorité, chacun tait à présent ces propos de la veille. Parce qu'ils témoignent de cette évidence qu'il y a contradiction insurmontable entre l'impératif capitaliste — qui suppose licenciements, chômage croissant, aggravation de l'exploitation — et les intérêts des travailleurs.

C'est pourquoi, à propos de Talbot, la direction de la CGT, plutôt que de parler de lutte contre les licenciements, a préféré invoquer « l'intérêt national ». « *La question fondamentale qui est posée*, déclarait André Sainjon, *est une question d'ordre national* » (*le Matin* du 13 décembre). Dans ces conditions, il s'agissait moins de défendre des emplois que de sauver une marque.

Discours « responsable », en harmonie avec les exigences de la « solidarité gouvernementale » qui est la règle pour le PCF ? Sans doute ! Mais aussi souci conscient de dévier la volonté de combat des travailleurs de sa véritable cible : la défense de leurs propres intérêts de classe.

Quant à Maire, il ne se lasse pas de proclamer : « *La CFDT a l'ambition et la volonté de contribuer de toutes ses forces à moderniser notre industrie, rattraper notre retard technologique, réussir les mutations, créer de nouvelles entreprises, développer massivement la formation des salariés et réaliser une meilleure mobilité professionnelle. Nous avons les yeux ouverts, nous voulons allier rigueur et ambition dans la maîtrise des mutations pour un nouveau type de développement.* » (Conférence de presse du 10 janvier 1984.)

Dans l'un et l'autre cas, l'objectif est le même : relativiser le problème, neutraliser ce qu'il y a de dramatique — et donc de potentiellement démobilitateur — dans le terme même de licenciement. Au point de reprendre à son compte l'expression de « sureffectifs » ! Que ce soit, comme la CGT et le PCF, pour nier qu'il y ait sureffectif dans l'automobile dès lors que l'industrie nationale serait correctement défendue. Que ce soit, tel Maire, pour déclarer : « *Nous savons qu'il y a des sureffectifs à Talbot et ailleurs. S'il y a des gens dans ce pays qui cherchent à masquer les réalités, ils ne sont pas de notre côté.* »

Mais cette notion de « sureffectifs » — strict emprunt au discours économique bourgeois et chef-d'œuvre de tartufferie syndicale ! — n'a de sens qu'au regard des impératifs capitalistes d'accroissement du taux de profit par augmentation de la productivité et diminution des charges salariales. Se situer sur ce terrain c'est, d'emblée, se lier les mains et capituler devant les exigences patronales. Ce que confirme, une fois de plus, « l'affaire Talbot »...

La lutte sacrifiée à la négociation

Dès lors que la nécessité même



des « mutations », c'est-à-dire des licenciements, est acceptée, il n'y a rien à négocier. Sinon quelques alibis visant à justifier qu'on tire les marrons du feu au profit des patrons : quelques prétendues « mesures sociales » et autres « plans de formation »...

Ce qui amène Krasucki à cautionner et faire appliquer l'accord PSA-gouvernement. Car quelles que soient ses contorsions verbales, c'est bien de cela dont il s'agit. Dans sa déclaration du 5 janvier, diffusée massivement sous forme de tract, Krasucki déclarait : « Depuis le début de la semaine, la CGT n'a cessé d'agir pour que puisse s'exprimer dans la clarté, et en connaissance de cause, la volonté largement majoritaire des travailleurs pour créer les conditions de la reprise normale de l'activité, en préservant les garanties sociales pour qu'aucun travailleur ne soit chômeur, en sauvegardant leurs intérêts, l'emploi et l'existence même de l'usine Talbot-Poissy. » Phrase terrible qui sonne comme un aveu : la CGT, au dire de Krasucki, pense qu'il faut reprendre le travail, en d'autres termes que l'accord PSA-gouvernement est un bon accord !

Quant aux « licenciés » qui ne seraient pas condamnés à être « chômeurs », Krasucki n'est pas seul à maîtriser ce miracle de la dialectique. Maire, presque au terme près, réalise le même exploit : « *La CFDT exprime tout naturellement l'exigence des salariés d'une solution négociée au problème des sureffectifs qui évite les licenciements.* »

Dans le *Nouvel Observateur* du 13 janvier, Maire précise cette pensée profonde : « *Il faut traiter le problème autrement que par des licenciements décidés sans aucune réduction de la durée du travail. Il existe d'autres solutions : le départ volontaire, le reclassement, une formation qui rendrait les salariés aptes à occuper d'autres emplois.* »

On croit rêver : si c'est une question de reclassement, après formation, dans d'autres emplois, qu'attend-on pour donner la formation nécessaire à deux millions de chômeurs afin de permettre leur reclassement ?

Il est vrai que la grande plainte de Maire est d'avoir été... écarté de la négociation PSA-gouvernement-CGT-PCF !

Ces contes à dormir debout n'ont, en fait, qu'une fonction : masquer le refus des directions confédérales de la CGT et de la CFDT d'organiser la lutte contre les licenciements !

Le recours à la division

Les directions de la CGT et de la CFDT n'ont réellement fait preuve de vigueur et de talent que sur un seul terrain : celui de la division. Pour se calomnier mutuellement et se déchirer allègrement elles ne se sont pas montrées à cours de ressources.

Au moment où Krasucki déclare que l'objectif pour la CGT est la reprise du travail, où Granger, secrétaire de la fédération métallurgie CFDT, lâche que son organisation accepte les licenciements, les deux directions se retrouvent pour masquer leur capitulation par une débauche de division. Comme aux plus beaux moments de la division de la gauche !

Krasucki commence sa déclaration solennelle par un point numéro un qui est une dénonciation

calomnieuse de la CFDT : « Depuis plusieurs jours les actes de violence destinés à empêcher travailleurs immigrés et français de se déterminer dans le calme pour une solution positive et réaliste sont le fait d'un groupe d'environ 150 extrémistes manipulés par des éléments extérieurs, soutenus jusqu'à ce jour par la CFDT et présentés complaisamment comme "les grévistes" par la plupart des médias. »

Maire organise une conférence de presse pour se livrer contre la CGT à une attaque de la plus belle eau anti-communiste : « En fait, le pouvoir politique veut asseoir l'autorité du PC et de la CGT pour faire rentrer les travailleurs dans le rang. L'absence de conseiller social à Matignon, l'effacement du ministère du Travail au sein de celui des Affaires sociales ne sont pas un hasard : la fonction sociale n'est-elle pas en fait exercée largement par les ministres communistes du gouvernement ? Derrière l'intransigeance gouvernementale, c'est d'abord sa méthode pour imposer les restructurations futures qui est en jeu. Il veut faire de Talbot un exemple, en effet. Peugeot peut se frotter les mains. Il a joué habilement de la coalition politique au pouvoir pour imposer sa politique par PC interposé. »

Une telle symétrie dans la basse-esse s'explique par un intérêt fondamental — et commun ! — qui est, division aidant, de détourner les regards des travailleurs du véritable crime : celui d'avoir trahi la juste lutte des ouvriers de Talbot !

Une ligne de classe testée dans l'action

Dans le feu de l'action, c'est une ligne de lutte de classes adaptée à la situation présente qui a été testée à travers le conflit Talbot. Quels sont les grands éléments de celle-ci ?

1 - D'abord la défense intransigeante des revendications. Ici, le refus des licenciements. Face aux sinistres sirènes appelant les travailleurs à sacrifier leurs emplois à la compétitivité capitaliste, les ouvriers de Talbot ont tenu bon. Et ils ont eu raison ! Rien ne peut justifier qu'après des années d'exploitation patronale, les travailleurs se trouvent jetés au rebut, cassés comme des outils usés. Les bons apôtres qui parlent de formation et de reclassement se gardent bien de soulever deux problèmes. Le premier est de savoir pourquoi la question de la formation se trouve posée précé-

sément au moment où il faut convaincre les travailleurs d'accepter les licenciements. La seconde porte sur ces fameux « reclassements » : s'ils existent réellement, pourquoi, encore une fois, attendre l'heure des licenciements pour les proposer ?

Edmond Maire se fait une spécialité de dénoncer le « mépris » à l'égard des travailleurs dont témoignerait le refus du gouvernement d'exposer dans toute leur ampleur les problèmes des « mutations industrielles » et du règlement des « sureffectifs ». A la question du *Nouvel observateur* : « Mais les travailleurs refuseront toujours les licenciements ! » il répond : *la classe politique sous-estime gravement leurs capacités. Elle s'imagine que les salariés réclament automatiquement leur maintien dans le même emploi aux mêmes conditions. C'est pourquoi elle pense et décide à leur place. »*

Certes, les travailleurs n'ont a priori, aucune raison de réclamer le maintien dans le même emploi aux mêmes conditions. Ils ont même toutes les raisons du monde de demander de meilleurs emplois et des conditions meilleures ! Mais de qui se moque-t-on ? Il est clair que si les travailleurs se battent c'est pour défendre leur emploi, car ils sont pleinement conscients que s'il le perde, il leur restera le chômage, c'est-à-dire le déclassement social, l'isolement et la misère. Le vrai mépris à l'égard des travailleurs c'est de tolérer les licenciements, et d'utiliser les questions de la formation professionnelle, de la reconversion et de la mobilité comme autant d'alibis pour les faire accepter !

Les mêmes remarques sont applicables à l'hypocrite argument de « l'aide au retour » pour les travailleurs immigrés. Certes, à Talbot, quelques travailleurs immigrés, sans doute écœurés par le racisme et démoralisés par l'isolement de la lutte, ont mis en avant cette revendication. Ces travailleurs qui veulent partir ont légitimement le droit de demander leur dû. Mais il ne doit pas être question de conditionner cette aide à l'acceptation des licenciements. Ce serait, encore une fois, feindre de croire qu'il y a des compensations justes à l'arbitraire du licenciement. Et, de surcroît, cautionner une opération de division. Il convient donc de condamner très vigoureusement la campagne, aux relents racistes incontestables, qui vise à faire croire que le « retour » est une solution possible pour les travailleurs immigrés. Ces derniers vivent et travaillent en

France depuis des années, leurs enfants ont été élevés dans ce pays, il faut dire nettement qu'ils sont ici chez eux, qu'ils doivent jouir des mêmes droits que les Français, que, pour eux, aussi bien que pour les autres, le droit à l'emploi doit être imposé.

Dans tous les cas, la seule réponse des travailleurs ce doit bien être le refus des licenciements.

2 - A partir de ce refus, c'est une autre logique qui doit être opposée à celle du profit capitaliste. Les patrons disent : « nous devons licencier parce que l'automatisation rend beaucoup de postes de travail inutiles ». Les travailleurs sont en droit de répliquer qu'il n'y a pas de raison pour que la fantastique augmentation de la productivité du travail permise par les robots se traduise par des pertes d'emplois et le maintien, sinon l'aggravation de conditions de travail épuisantes. C'est la baisse massive du temps de travail sans perte de salaires qui est à l'ordre du jour.

La revendication de la semaine de 35 heures, mise en avant par les travailleurs de Talbot, est bien une réponse urgente pour stopper la course à l'abîme dans laquelle la société est engagée. L'automatisation, l'accroissement de la productivité du travail ne doivent pas, au nom du profit, servir à jeter au chômage des centaines de milliers de travailleurs et, à faire sombrer l'économie dans un océan de chômage ! Quand on pense que ce sont les licenciements qui taxent les grévistes et ceux qui les soutiennent d'être des irresponsables !

A quoi mène cette course effrénée au profit, cette concurrence sauvage entre quelques grands groupes automobiles qui se disputent le marché international ? La lutte des Talbot invi-

te les travailleurs à se saisir du problème, à repenser les nécessités de la production en rompant avec les impératifs du profit : défense de l'emploi, choix de production visant à répondre aux besoins sociaux de la population en France et dans le tiers monde, amélioration des conditions de travail...

Les chantres des « mutations industrielles », sans parler des racistes de tous poils qui ont calomnié et insulté les ouvriers de Talbot feraient bien de réfléchir une minute : ces travailleurs en lutte pour leur emploi ouvrent, par leur combat, des perspectives d'avenir pour la société. Là où les capitalistes se lancent tête baissée dans une aventure qui risque fort de conduire purement et simplement à la catastrophe.

Il y aura d'autres Talbot

La majorité avait les moyens d'engager une telle politique, de s'appuyer sur la mobilisation ouvrière pour affronter le patronat. Ces moyens, bien sûr, elle ne s'en est pas servi. Parce qu'elle refuse absolument un tel affrontement ! Au nom du compromis avec le patronat, c'est-à-dire à cause de sa politique de collaboration de classes, elle a préféré affronter les travailleurs !

Une fois encore la lutte de classes a tranché : il n'y a pas de compromis possible entre des intérêts qui s'opposent de façon antagonique. Ou on se bat aux côtés des travailleurs. Ou on agit en agent actif du patronat. A Talbot, être aux côtés des travailleurs, c'était se battre pour « zéro licenciement », les 35 heures sans baisse de salaire, la nationalisation de PSA sous contrôle ouvrier. Et ce, afin d'in-

diquer une perspective autre que celle du chômage et de l'exploitation : celle de la prise en mains par les travailleurs eux mêmes de la production et de l'économie.

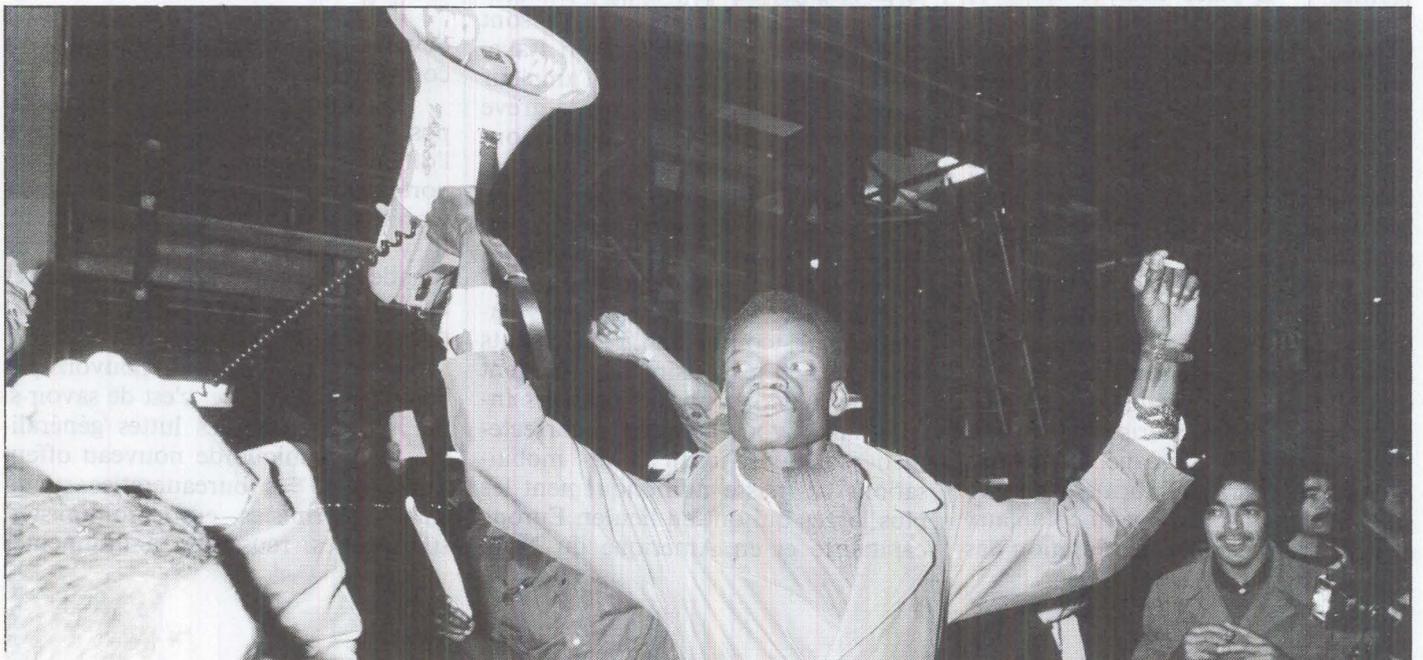
Les directions majoritaires du mouvement ouvrier, au lieu de décrier cette lutte, auraient dû comprendre et faire comprendre son importance pour toute la classe ouvrière, elles auraient dû travailler d'arrache-pied pour créer les conditions d'une victoire.

La leçon des leçons concernant cette grève c'est que les Talbot ont eu raison de se battre sur « non aux licenciements ». C'est parce qu'ils avaient le droit et la justice de leur côté que, malgré le travail de sape des directions syndicales au niveau confédéral, une ligne de partage a pu se faire jour au sein du mouvement syndical.

Toutes celles et tous ceux qui ont compris le sens de leur combat et l'enjeu qu'il portait doivent tirer les leçons de cette lutte et de ses conséquences au sein du mouvement ouvrier. Il y aura d'autres Talbot. Parce que le patronat doit porter de nouveaux coups à la classe ouvrière, engager de nouveaux plans de licenciements. Et parce que, tirant les leçons de Talbot, les travailleurs diront non aux licenciements !

La tâche des syndicalistes lutte de classe et des militants révolutionnaires est de travailler à ce que, progressivement, se construise un rapport de forces qui fasse que ces autres Talbot témoignent d'une force ouvrière accrue, jouissant d'une solidarité renforcée. Afin que, finalement, les licenciements soient battus et la lèpre du chômage stoppée !

C'est en ce sens qu'aujourd'hui encore il faut dire : Vive la lutte des Talbot !



Intervention d'Ernest Mandel au VI^e Congrès de la LCR

au nom du Secrétariat Unifié de la IV^e internationale

J'APPORTE au VI^e Congrès de la LCR le salut fraternel et chaleureux du secrétariat unifié de la IV^e Internationale et de tout notre mouvement mondial.

Votre congrès est un événement important pour l'Internationale, à la construction de laquelle vous apportez une contribution majeure. Nous sommes convaincus que les conclusions de votre congrès permettront de maintenir et d'élargir cette contribution, y compris au niveau du fonctionnement et de la construction de la direction internationale.

Votre congrès est surtout important pour l'Internationale parce que la classe ouvrière française, une des plus politisées du monde, pèse d'un poids exceptionnel sur la dynamique de la lutte de classes de l'Europe capitaliste, voire de toute l'Europe. L'évolution des rapports de forces dans ces pays sera fortement influencée par l'issue des conflits politiques et sociaux qui marquent l'ère Mitterrand en France.

L'appréciation de cette issue — ou plus précisément de l'alternative avec laquelle nous sommes confrontés — se place dans le cadre de l'appréciation de l'évolution de la situation internationale qui se trouve au centre des débats préparatoires pour notre XII^e Congrès mondial.

D'une part, la crise du capitalisme, la crise du système impérialiste mondial, la crise de direction de la bourgeoisie sont très profondes. Ce sont des crises à long terme et de longue durée. Même sur le terrain purement économique, la reprise actuellement en cours aux USA, au Japon, en RFA et qui s'étendra sans doute à toute l'Europe capitaliste, n'élimine d'aucune manière la crise structurelle ni la montée du chômage. Cette crise prend et prendra une forme explosive surtout dans les pays semi-coloniaux et dépendants, vu la détérioration des

conditions d'existence, que les masses soupçonnent encore mal dans les pays impérialistes et dans les Etats ouvriers bureaucratisés.

Il suffit de rappeler que dans les pays dits du tiers monde, selon un rapport officiel de l'ONU, à présent cinquante millions de personnes meurent chaque année de faim, soit tous les deux ans une hécatombe égale à la Deuxième Guerre mondiale.

Mais, d'autre part, l'impérialisme a déclenché une contre-offensive politique et militaire qui a incontestablement marqué des points. Il a infligé une défaite grave à la révolution grenadienne, à la résistance palestinienne et aux masses libanaises, aux masses turques et, par la direction khomeiniste interposée, aux masses iraniennes. Elle a marqué des points dans la phase initiale de l'offensive d'austérité contre les travailleurs et les organisations syndicales dans de nombreux pays impérialistes.

Nous avons examiné de plus près les raisons qui expliquent le retard et les limites relatifs de la riposte ouvrière à cette offensive. Je dis les retards *relatifs*, car il y a des exemples de ripostes importantes qui se sont déjà produites, notamment en Italie, au Canada, en Belgique où l'ampleur et la combativité de la récente grève générale dans les services publics ont surpris tout le monde.

Mais il faut bien constater que jusqu'ici, il n'y a pas eu encore une riposte *généralisée* de la classe ouvrière contre les réductions de pouvoir d'achat et d'allocations de sécurité sociale, contre les licenciements et les fermetures d'usine qui déferlent sur elle. Comme un des orateurs intervenant à votre congrès l'a correctement souligné, jusqu'ici les mobilisations de masse numériquement les plus larges qui ont eu lieu en Europe capitaliste et en Amérique du Nord

au cours des deux dernières années ont été celles du mouvement anti-guerre et antiremilitarisation.

Qu'est-ce que cela implique du point de vue des perspectives ? Nous estimons qu'aucune conclusion définitive ne peut être fixée à ce point. Nous nous trouvons dans une phase intermédiaire qui commence avec la fin de la montée des luttes ouvrières de la phase 1968-1975. Cette phase est marquée par des luttes essentiellement défensives et fragmentaires. Elle peut déboucher sur des luttes de plus en plus généralisées et radicalisées, ce qui implique, du moins potentiellement, une transformation des luttes défensives en luttes offensives. Elle peut déboucher sur une succession de défaites partielles qui, à travers un affrontement majeur perdu, débouche sur un recul et une défaite graves de la classe ouvrière et du mouvement ouvrier.

A l'heure actuelle, les deux issues sont possibles. Le fléau de la balance semble suspendu entre les deux. Sobrement, nous devons enregistrer cet état de choses sans privilégier l'un des termes de l'alternative dans notre analyse.

Cela ne signifie pas que nous devons être sceptiques quant à la combativité de notre classe.

La classe ouvrière européenne riposte et ripostera de plus en plus à l'offensive capitaliste. Il y aura d'importantes grèves et d'importantes manifestations de résistance ouvrière. Il y aura des luttes ouvrières de grande envergure. Les grandes luttes en Europe sont devant et non derrière nous.

Mais ce que nous ne pouvons pas déterminer d'avance, c'est de savoir si ces luttes seront des luttes généralisées à dynamique de nouveau offensive, ou si les bureaucraties syndicales, réformistes, eurocommunistes, staliniennes, réussiront à fragmenter

ces luttes et à en paralyser le potentiel anticapitaliste.

Sans vouloir prendre parti dans vos débats tactiques, j'exprimerai, avec toute la prudence nécessaire, l'avis suivant : vraisemblablement, sans une première concrétisation de la recomposition du mouvement ouvrier, il sera difficile pour la classe ouvrière, abandonnée à ses propres ressources spontanées, de généraliser ses luttes. Mais début de recomposition du mouvement ouvrier ne signifie pas nécessairement renforcement spectaculaire de nos propres sections, ni apparition de courants centristes massifs ni de courants lutte de classe massifs au sein des syndicats. Mais cela signifie au minimum des forces suffisantes, au niveau de ce que Trotsky a appelé « les dirigeants naturels de la classe », pour pouvoir traduire la méfiance croissante à l'égard des appareils bureaucratiques de la part des travailleurs d'avant-garde en une force positive d'impulsion et de centralisation des luttes.

Est-ce lié à l'apparition d'une solution politique de rechange crédible, par rapport à la politique de collaboration de classes des réformistes de tout poil ?

Pas nécessairement. La recomposition du mouvement ouvrier pourrait débuter par exemple par l'amplification des mouvements de *solidarité de classe interprofessionnelle* — y compris, évidemment, de solidarité avec les travailleurs immigrés, avec les femmes, avec les jeunes, avec les chômeurs — sans que cela débouche dès le début sur un projet politique alternatif.

Sur ces questions, la discussion est de toute manière ouverte. Elle sera fertile et enrichissante, comme elle le sera sur toute une série de problèmes théoriques actuellement débattus dans nos rangs. Le marxisme est par définition ouvert. Il est périodiquement confronté avec des phénomènes nouveaux et avec des données nouvelles concernant des phénomènes anciens. Il n'est pas un système clos d'idées mises au frigo. Il est un système d'idées apte à s'intégrer des réponses nouvelles données à des questions nouvelles.

Mais une chose est le marxisme ouvert. Autre chose est le scepticisme généralisé et l'examen d'états d'âme névrosés. Le retard d'une riposte ouvrière généralisée, le recul de la perspective révolutionnaire à court terme, le discrédit croissant qui frappe le mouvement dit communiste international — s'identifiant avec les régimes bureaucratiques de Moscou et de

Pékin — ont provoqué un repli général de *l'intelligentsia* hier de gauche vers des positions de droite, instrumentalisées par l'offensive anti-communiste, antimarxiste et anti-humaniste de la bourgeoisie internationale.

Et devant cette offensive-là, nous faisons front en défendant notre programme et la continuité du marxisme.

Oui, le capitalisme est en crise très profonde, et la crise mondiale est essentiellement une crise de la société bourgeoise. Cette crise confronte l'humanité avec le dilemme socialisme ou barbarie, plus réel aujourd'hui que jamais. Les quatre cavaliers de l'Apocalypse sont déjà partis. L'haleine fétide de leurs chevaux touche déjà nos cous. Ils s'appellent : la faim dans le tiers monde, le chômage massif et la remontée de la pauvreté dans les pays impérialistes, les menaces pesant sur la biosphère et les risques de destruction nucléaire du genre humain.

Oui, la révolution reste la réalité fondamentale de notre siècle. Rien ni personne n'empêcheront les masses, dans les trois secteurs de la révolution mondiale, de se rebeller *périodiquement* contre des conditions insupportables soit économiques, soit sociales, soit politiques, soit sur tous les terrains à la fois.

Oui, le prolétariat, c'est-à-dire la masse des salariés qui constituent aujourd'hui une masse de plus de 750 millions d'individus à l'échelle mondiale, plus large que jamais dans l'histoire, reste l'épine dorsale de la révolution dans les principaux pays des trois secteurs de la révolution mondiale, qu'aucune autre force ou alliance de forces ne peut remplacer comme force motrice pour renverser l'impérialisme et le capitalisme internationaux.

Oui, le prolétariat a besoin d'un parti léniniste d'avant-garde qui permet d'armer les luttes de masse courantes des enseignements codifiés de toutes les luttes passées du prolétariat et de ses alliés.

Oui, il faut construire simultanément des organisations révolutionnaires nationales et une organisation révolutionnaire internationale. L'internationalisation des forces productives implique une internationalisation croissante de la lutte de classes qui affaiblit et affaiblira de plus en plus la classe ouvrière si celle-ci est incapable de lui faire face par une centralisation progressive de ses réactions.

Dans ce sens, le fait que nous sommes aujourd'hui la seule organisation internationale qui fonctionne effectivement comme telle dans le mouvement ouvrier, quelle que soit par ailleurs sa faiblesse, est aujourd'hui un des principaux atouts de la IV^e Internationale, un atout qui a des effets d'internationalisme pratique, fussent-ils encore modestes.

Comme un seul homme et une seule femme, la section britannique s'est opposée à l'agression de la bourgeoisie impérialiste contre l'Argentine dans la guerre des Malouines.

Comme un seul homme et une seule femme, la section israélienne s'est opposée à l'agression de l'Etat sioniste contre la résistance palestinienne et les masses libanaises.

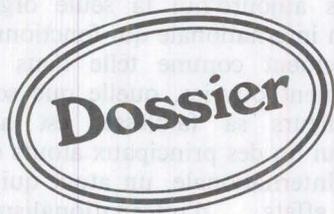
Comme un seul homme et une seule femme, les sections française et italienne se sont opposées à l'intervention de leur bourgeoisie impérialiste au Liban.

Comme un seul homme et une seule femme, la LCR s'est opposée à l'intervention française au Tchad.

Comme un seul homme et une seule femme, toutes les sections de la IV^e Internationale s'opposent à l'intervention impérialiste contre la révolution centre-américaine et organisent le mouvement de solidarité international avec cette révolution.

Comme un seul homme et une seule femme, toutes les sections de la IV^e Internationale se sont mobilisées en solidarité avec nos frères et nos sœurs du prolétariat polonais lorsque *Solidarnosc* fut soumis au début de contre-révolution politique déclenchée par le coup d'Etat du général Jaruzelski (...).

Dans la recomposition de la classe ouvrière, la jeunesse ouvrière joue un rôle particulier et les jeunes travailleurs immigrés occupent une place de choix au sein de cette classe ouvrière jeune dans toute une série de pays d'Europe et hors d'Europe. C'est pourquoi je vous signale que cet été les organisations de jeunesse de la IV^e Internationale en Europe organisent un camp de jeunesse européenne pour lequel elles demandent l'appui de toutes les sections. Et je suis certain que la LCR les appuiera, comme d'autres sections les appuient.



Les politiques natalistes en France

Frédérique VINTEUIL

THÈME traditionnel de la droite, la dénatalité française fait l'objet d'un regain d'intérêt de la part du gouvernement de gauche. La veille de Noël, après la visite obligée à l'hospice de vieillards, Mitterrand s'en est allé haranguer les accouchées d'une maternité-pilote, afin de les inciter à confectionner un troisième enfant. L'air dubitatif des intéressées laissait présager un succès limité... mais le gouvernement ne s'en réclame pas moins régulièrement d'une politique nataliste dont Georgina Dufois s'est fait le défenseur autorisé.

Les politiques natalistes françaises ont une soixantaine d'années ; le mouvement ouvrier traditionnel a souvent apporté son soutien à des mesures réputées protectrices et progressives... quand il ne reprenait pas à son compte l'idéologie nataliste comme le PC des années cinquante. C'est du mouvement féministe que sont parties les critiques les plus virulentes contre la notion même d'intervention de l'Etat en faveur d'une natalité élevée. Attaques justifiées : par delà l'octroi d'aides limitées à une partie de la population, ces politiques participent directement du dispositif de domination économique et idéologique de la bourgeoisie.

Pas de politique démographique au XIX^e siècle

Notre siècle a inventé les politiques démographiques : natalistes au « Nord » (pays riches), antinatalistes au « Sud » (pays sous-développés). C'est que la démographie elle-même a connu en deux siècles les plus formidables mutations de l'histoire. Jusqu'en 1750, la planète connaît un régime identique où un taux de natalité élevé équilibre plus ou moins (variations historiques et géographiques importantes) un taux de mortalité élevé. La France oscille, depuis le Moyen-Age, entre 18 et 20 millions d'habitants, au rythme des pestes, des grandes dépressions ou des périodes de reprise. En Europe, la révolution industrielle bouleverse cet équilibre : la disparition des épidémies (progrès de l'hygiène), des crises de subsistance (révolution agricole), fait chuter la mortalité sans baisse immédiate de la natalité. L'Europe connaît alors un « excédent » de population qui se traduit par

les grandes migrations du XIX^e siècle (peuplement des Etats-Unis, formation des empires coloniaux...).

La particularité de la France est de voir son taux de natalité baisser plus rapidement que dans les pays voisins, inaugurant, dès le XIX^e siècle, une tradition malthusienne que l'Etat se donnera vocation de combattre au XX^e siècle. Tradition que les historiens expliquent par l'appareil législatif issu de la Révolution qui supprime plus tôt qu'ailleurs le droit d'aînesse et par des phénomènes idéologiques valorisant l'individualité enfantine dès la fin du XVIII^e siècle. Cette modération de la natalité est différenciée selon les classes sociales ; la classe ouvrière a une fécondité plus élevée que les couches privilégiées. Aussi la main-d'œuvre reste-t-elle jusqu'en 1914, d'une raisonnable abondance et la bourgeoisie ne ressent nul besoin de mettre en place une politique de la démographie. Son discours est d'ailleurs fondamentalement contradictoire. La valorisation de la famille nombreuse persiste, héritage de la doctrine chrétienne, mais la misère des « pauvres » est attribuée à l'abondance de leur progéniture. Malthus qui combattait les aides octroyées aux indigents parce qu'elles leur permettaient de nourrir de trop nombreux enfants, est la référence obligée.

Ajoutons que le patronat du « capitalisme sauvage » n'a pas encore découvert l'incompatibilité entre le travail des femmes et leur « vocation maternelle » ; de nombreux textes patronaux recommandent d'employer des mères de famille que la nécessité rend plus dociles. Les chiffres confirment la forte mobilisation de la main-d'œuvre féminine entre 1830 et 1900 environ ; le développement de l'industrie textile, le maintien tardif du travail à domicile, la lenteur de l'exode rural masculin concourent à expliquer le phénomène. Cette situation a au moins le mérite de faire apparaître une constante que certains s'acharnent à nier : *il n'y a aucun rapport mécanique entre la participation des femmes au travail salarié et la baisse démographique*. Avant 1914, les femmes qui « travaillent », si l'on fait abstraction de la masse des paysannes, sont presque toutes des ouvrières ; or, la classe ouvrière a un taux de fécondité beaucoup plus élevé que la bourgeoisie.

La guerre introduit une rupture majeure dans la démographie française en provoquant un déficit de population évalué à trois millions de personnes (les morts et les enfants qu'ils n'auront pas). La chambre « bleue horizon » vote la loi de 1920 qui réprime

sévèrement l'avortement et interdit toute publicité en faveur des moyens contraceptifs. Aucune mesure d'aide aux familles n'est proposée.

La propagande nataliste apparaît après la guerre de 1914

Devant l'insuccès notoire d'une politique nataliste réduite à la répression, une partie du patronat catholique, sous la pression de l'Eglise, inaugure le « sur-salaire familial » ; il s'agit d'une prime accordée par l'employeur aux chefs de familles nombreuses. La loi de mars 1932 officialise cette pratique ; le patronat cotise à des « caisses de compensation » qui reversent des allocations aux salariés.

Cette ébauche de politique familiale n'est pas davantage concluante. La baisse de la natalité est continue entre les deux guerres ; le pourcentage de la population âgée de plus de soixante ans bat tous les records. Après 1935, la France a « plus de tombeaux que de berceaux » : son taux de mortalité dépasse son taux de natalité, et seul, le flux des immigrés lui permet de maintenir le chiffre de sa population. Aussi, en 1939, le gouvernement Daladier, chargé de « remettre la France au travail » après le Front populaire, promulgue-t-il le Code de la Famille, premier ensemble de mesures cohérentes. On y trouve un rétablissement partiel du droit d'aînesse, des prêts aux jeunes ménages dont l'intérêt décroît à proportion du nombre d'enfants...

Pendant cette même période de l'entre deux guerres, les attaques contre le travail des femmes « responsables de la dénatalité » prennent une ampleur inconnue jusqu'alors. En bonne logique, elles devraient découler d'une augmentation du taux d'activité féminine ; c'est l'inverse qui se produit. Dans l'industrie, le taux de féminisation décroît ; il stagne dans le secteur tertiaire. L'explication de ce phénomène réside dans la combinaison de plusieurs facteurs. Les branches du textile, grosses consommatrices de main-d'œuvre féminine commencent leur déclin ou se restructurent, en se concentrant et en limitant le travail à domicile. Les nouveaux emplois du secteur industriel sont pris par la main-d'œuvre immigrée masculine jugée globalement moins coûteuse. Dans le tertiaire, le nombre croissant des employées ne compense pas la diminution du personnel domestique.

Ainsi, on n'assiste pas à une salarisation accrue des femmes qui expliquerait la dénatalité ; on voit la dénatalité fonctionner comme argument de maintien au foyer des femmes durant une période où la main-d'œuvre féminine est jugée moins rentable.

Conjoncturellement, les mesures natalistes justifient le renvoi au foyer après la guerre ou au moment de la grande crise. Structurellement, elles contribuent à un nouveau modèle d'organisation de l'activité féminine et à la stabilisation d'une famille ouvrière. En effet, les Français de 1919 à 1939 ne font pas d'enfants parce qu'ils sont traumatisés par la guerre, parce que les ruraux veulent préserver leur patri-

moine... ou pour toute autre raison que nous échappe, et la propagande nataliste n'y fait rien.

En revanche, le marché du travail doit absorber l'exode rural masculin. De plus, l'amélioration globale de la condition ouvrière rend impossible la surexploitation « sauvage » des femmes ; l'extension du salariat féminin aurait créé une pression à l'extension des services sociaux que le capitalisme du deuxième âge n'est pas en état de rentabiliser. Enfin, les salariés masculins et leurs syndicats militent contre le travail des femmes... en alléguant volontiers la dénatalité et les vertus de la famille ouvrière.

La définition des femmes comme essentiellement mères et accidentellement travailleuses impose le profil-type de la main-d'œuvre féminine : un emploi conjoncturel en complément du salaire du mari — une activité hachée par les maternités qui font retourner au foyer, sans récriminations, la plupart des femmes mariées. On le voit : de ce point de vue, la propagande nataliste est directement opératoire.

Du « baby boom » à la nouvelle phase de dénatalité

Le Code de la famille de 1939 est renforcé par le gouvernement de Vichy. Tout le monde connaît l'interdiction de la fête des mères. On connaît moins l'interdiction du divorce pendant les trois premières années de mariage, la répression accrue de l'adultère, l'interdiction d'avancement pour les fonctionnaires (masculins) célibataires ou sans enfant, le renvoi autoritaire au foyer des femmes mariées. De temps en temps, on guillotine une « avorteuse ». Contre toute attente, en pleine guerre, avec deux millions de prisonniers... cela marche ! Le taux de fécondité remonte dès 1940. Pourquoi ? C'est l'insondable mystère des comportements démographiques. Sans doute, la vague de fond qui touche tous les pays industrialisés après 1945 se fait-elle sentir plus tôt en France.

Après la guerre, de Londres à Moscou, Budapest à Tokyo, c'est le boom sur les bébés, des taux de natalités qui dépassent 20 pour mille. En France, on attribue cette rupture avec un demi-siècle de malthusianisme aux mesures sociales de la Libération (Sécurité sociale, AF généralisées...) et à une conviction nataliste qui réunit les très chrétiens MRP et les dirigeants du PCF.

Ce n'est pas contester le caractère positif des mesures sociales de la Libération que de mettre en doute leur efficacité démographique. Aux Etats-Unis, il y a le baby boom et pas de mesures sociales ; au Japon, il y a le baby boom malgré une campagne antinataliste qui débouche sur la loi eugénique de 1948.

Ces taux de natalité élevés durent jusqu'en 1964, date à partir de laquelle, dans tous les pays du « Nord », la démographie dégringole inexorablement malgré les efforts désordonnés des gouvernements à l'Est comme à l'Ouest. Il va de soi que tous ces pays ont des législations sociales différentes, une histoire différente pour l'accès à la contraception et l'avortement, et des taux d'activité féminine qui varient du

Dossier

simple au quintuple ! La « pilule française » date de 1967, l'IVG de 1974. Le taux d'activité des femmes françaises, hors agriculture, remonte dès 1954 ; sa croissance s'accroît dans les années soixante et se renforce encore dans les années soixante-dix. Les dates montrent que le baby boom ou la dénatalité ont un rapport lointain avec un phénomène produit par l'extension massive des activités tertiaires, conjugué dans les années soixante-dix à la salarisation des femmes dans les nouvelles branches industrielles (agro-alimentaire, électronique...).

Les politiques démographiques européennes mises en place depuis 1964 ont toutes échoué ; rien n'y fait, ni les restrictions à l'avortement ni les primes au X^e enfant, ni les congés maternels de longue durée même payés (comme en Hongrie, où après un relèvement conjoncturel, la natalité a de nouveau plongé).

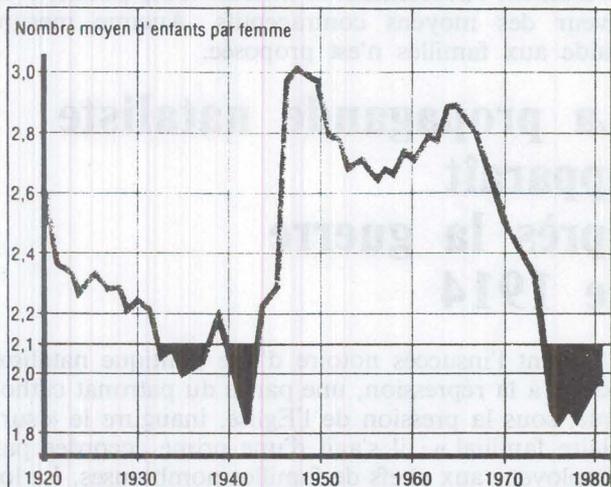
Les démographes qui ont un dur métier en sont venus à expliquer que le baby boom résultait de l'euphorie de l'après-guerre, et la dénatalité actuelle d'un nouveau modèle familial à deux enfants, adapté au mode de vie de la société de consommation. Admettons... pour constater combien ces hypothèses rendent plus que douteuse l'efficacité des mesures natalistes.

Les dessous des politiques natalistes actuelles

Depuis dix ans, la France a renoué avec l'inquiétude démographique. Dix ans et non vingt ans, date du début du déclin. Dix ans, l'âge de la crise...

— En juillet 1977, une loi regroupe une série de prestations sous le vocable de complément familial ; cette allocation n'est plus versée qu'aux familles de faible revenu, avec un enfant de moins de trois ans ou au moins trois enfants. A la même date est institué le congé parental non payé avec priorité d'accès à la femme. En 1978, le congé de maternité est allongé de deux semaines.

— En novembre 1979, le gouvernement Barre annonce les « mesures pour la famille » : 10 000 F au troisième enfant, congé de maternité de six mois et droit à la retraite automatique pour les mères de trois



■ Évolution du taux de fécondité.

Evolution de la main-d'œuvre féminine depuis 1956

Taux d'activité en %

	Total	Non agricole
1856	24,1	12,2
1876	27,7	15,8
1896	32,9	18,7
1906	39	22,1
1921	42,3	22,8
1926	37,5	21,2
1931	37,1	22,1
1936	34,2	20,6
1946	37,5	22
1954	34,2	22
1962	27,5	22,2

Les taux d'activité féminine

	1975	1980
Par rapport à la population active	34,8	39,2
Par rapport à la population féminine	41,9	43,4
Par rapport à la population féminine de 35 à 45 ans	57,3	63,0

enfants. Depuis 1981, le même petit troisième procure à ses parents un allègement fiscal d'une part entière.

Certaines de ces mesures sont sans doute bonnes à prendre, mais leur objectif est évident : reprise éventuelle de la natalité mais surtout retour de certaines femmes au foyer. Les statistiques montrent une chute brutale du taux d'activité des femmes à partir du troisième enfant...

— Les premières dispositions prises par le gouvernement de gauche, consistant à revaloriser les allocations familiales et le complément familial ont été positives. La France n'en reste pas moins le seul pays d'Europe où le premier enfant n'ouvre droit à aucune allocation. Madame Roudy avait d'ailleurs promis de changer cela...

A partir de 1982, le ton change. L'austérité exclut toute augmentation de prestation, mais il s'agit de convaincre les femmes, au nom de l'intérêt supérieur du pays de faire un troisième enfant. Pour les y aider, on leur propose le temps partiel, le congé parental et récemment une allocation de garde de 1 000 F pendant deux ans à celles qui quitteraient leur emploi pour élever leur troisième enfant !

Une véritable inquiétude nataliste inspire-t-elle ces mesures et ces discours ? En partie, oui. Les travaux d'Evelyne Sullerot, le rapport officiel qu'elle a publié sous Giscard (1978) reflètent les préoccupations des instances dirigeantes du pays, toutes tendances politiques confondues. L'absence de renouvellement des générations (le taux de fécondité varie actuellement entre 1,8 et 1,9 enfants par femme quand il faudrait 2,1) fait redouter une diminution de la population active dans vingt ans. C'est, en effet, après l'an 2000, que les classes d'âge du baby boom prendront leur retraite. De plus, ceux qui nous gouvernent ont, pour la plupart vécu l'entre deux guerres, le vieillissement du pays, la défaite de 1940 attribuée — à tort — à l'infériorité numérique de l'armée française.

La droite musclée (Chaunu, Debré...) annonce l'effrondement de l'Occident devant la démographie galopante des Jaunes, des Noirs, des Arabes et autres Barbares. La droite libérale (Sauvy) prédit le déclin de l'Europe privée de forces vives. Georgina Dufoix nous annonce tranquillement que « la place de la France dans la civilisation occidentale est en jeu » !

L'inspiration ouvertement raciste ou simplement nationaliste des arguments utilisés n'appelle que le mépris. Quant à l'autre série d'arguments selon lesquels on ne saurait s'accommoder du vieillissement d'une société, c'est mal poser le problème. On peut, en revanche, essayer de définir quelles seraient les conditions éventuellement favorables à une reprise de la natalité. Jusqu'à présent, on n'a rien trouvé de mieux que la misère et l'ignorance pour produire des familles nombreuses. Pas de droits sociaux, pas de retraites, une majorité de la population aux frontières du minimum vital, une religion prégnante, voilà les ingrédients actuels d'une forte croissance démographique. Dans le tiers monde, on survit par le travail des enfants, et on compte sur eux pour sa vieillesse. Dès que le pays « décolle », la natalité baisse...

Dans les pays industrialisés, le niveau de vie est à la fois trop et pas assez élevé pour une reprise démographique. Des études révélatrices montrent que les familles nombreuses s'y partagent entre les couches

les plus défavorisées et les plus privilégiées. Le modèle à deux enfants est avant tout celui des classes moyennes. Imaginons un instant une situation de plein emploi pour les deux sexes, des logements vastes et confortables, un temps de travail réduit, un réseau serré d'équipements collectifs... on aurait alors les conditions nécessaires à une remontée de la natalité. Quant à savoir si elles seraient suffisantes...

Les mesures actuelles ne s'orientent évidemment pas dans ce sens. Le gouvernement croit-il à l'efficacité démographique de sa campagne ? C'est peu probable. Il table beaucoup plus sûr ses implications sociales : légitimer le renvoi au foyer d'une partie de la main d'œuvre féminine — justifier la parcellarisation du temps de travail — faire accepter l'austérité sur les équipements de la petite enfance par la revalorisation du caractère privé de la fonction maternelle. Tous les discours de Dufoix en faveur du temps partiel corroborent cette analyse : « Une femme a besoin de beaucoup de temps pour élever ses enfants ».

Pour une politique du libre choix

Les mesures natalistes sont inefficaces d'un point de vue démographique ; elles servent d'alibi à une politique dirigée contre l'émancipation des femmes. Ce ne sont pas les seules raisons pour les combattre. Il n'y a en effet aucune raison d'admettre que l'Etat privilégie un choix individuel par rapport à un autre, impose des normes de comportement en des matières qui sont strictement privées.

L'Etat peut, en revanche, créer les conditions du libre choix et développer une politique d'accueil des enfants :

— Remplacement de l'aide à la « famille » par des prestations à l'enfant, quel que soit son rang d'arrivée, l'activité professionnelle de la mère, les ressources des parents...

— Réforme de la fiscalité par remplacement du quotient familial par une déduction unique pour chaque enfant.

— Développement massif des équipements collectifs et notamment des lieux d'accueil de la petite enfance.

Ce sont-là des mesures minimales, au demeurant bien insuffisantes. Les conditions d'un libre choix exigent la refonte de tout le système social, en commençant par le travail et le logement... sans parler de la qualité des relations entre les femmes et les hommes.



Le PCI, FO et la "démocratie politique"

Jacques CARVEL

DEPUIS la rentrée, les échéances politiques n'ont pas manqué qui permettent de soumettre les positions de principe des organisations se réclamant du trotskysme à l'épreuve des faits. L'attitude devant les faits est en effet la seule base correcte pour apprécier et débattre les positions de chacun.

Le PCI et les élections à la Sécurité sociale

Le Comité central du PCI a adopté une résolution sur « la portée politique des résultats des élections à la Sécurité sociale » (1). Cette résolution doit être examinée car, au-delà d'appréciations conjoncturelles, c'est toute l'attitude vis-à-vis de la bureaucratie de FO qui est en cause.

Sur ce problème, depuis de nombreuses années, l'OCI/PCI est passé progressivement d'une opposition de plus en plus timide à un soutien complet à la majorité confédérale. Ce qui s'est matérialisé au lendemain de la lutte contre la loi Berger par le vote du rapport moral et l'inclusion dans la majorité confédérale au XIV^e congrès de FO en juin 1980.

Aujourd'hui, dans cette résolution, le PCI va plus loin. Il analyse ainsi le vote du 19 octobre : « *La progression de FO indique que, pour se grouper, pour résister et élargir la base de sa résistance aux mesures dictées par la bourgeoisie au gouvernement de front populaire, la classe ouvrière a dû infliger une nouvelle défaite à l'appareil stalinien (...)* La classe ouvrière, contre les appareils du PS et du PCF, a cherché à se regrouper autour de l'axe que la centrale réformiste FO constitue. »

Ce serait donc pour mieux défendre la Sécurité sociale que les travailleurs auraient voté FO. Cette analyse se heurte au fait que FO a bénéficié d'un appel au vote des partis de droite RPR/UDF et des organisations professionnelles réactionnaires des médecins et pharmaciens. La résolution du PCI balaie cette objection : « *Bien entendu il ne saurait être question de nier qu'ici et là l'appel des partis*

bourgeois a entraîné au vote FO. » Suit un long paragraphe montrant que cet appel n'a pas plus joué que l'appel de Giscard au « Non » au référendum de de Gaulle en 1969.

Certes, la nature ouvrière de la Confédération FO n'est pas remise en cause par cette consigne de vote de la droite. Mais si l'on compare avec les prud'homales de 1982 où FO avait stagné, la progression de cette centrale en 1983 s'explique autant par l'appel de la droite que par l'image d'organisation indépendante du gouvernement qu'elle a su se donner.

Indépendante du gouvernement, soit. Mais du CNPF c'est une autre affaire. C'est avec la caution de Derlin, secrétaire confédéral FO, président de la Caisse nationale d'assurance-maladie, qu'a été instaurée une longue collaboration FO-CNPF. Ceci a permis au patronat et aux gouvernements de droite, sous Pompidou et Giscard, d'attaquer le système de Sécurité sociale. Or FO est en train de reconduire cette collaboration. Est-ce en s'alliant avec le CNPF qu'elle défendra le mieux les intérêts des travailleurs ? A cette question la résolution du PCI, qui ne dit pas un mot de la collaboration FO-CNPF, se garde bien de répondre. Le PCI se tait et dans la Confédération ses militants consentent à cette politique, sans même protester pour la forme.

Mais à propos de la nature de FO et de sa bureaucratie dirigeante, le PCI va plus loin : « *La centrale réformiste — comme d'ailleurs toutes les organisations ouvrières — est liée à la démocratie politique.* » La nature social-démocrate de FO devrait amener les léninistes, les trotskystes qu'affirment être les dirigeants du PCI, à considérer les liens de FO avec l'impérialisme, et non avec la « démocratie politique ». Prise en ce sens abstrait, la notion de « démocratie politique » n'a aucun contenu. Mais dans la résolution du PCI, elle en prend un précis : c'est de couvrir les dirigeants FO en affirmant que, par nature, ils combattraient jusqu'au bout pour défendre les acquis des travailleurs. Où et quand l'ont-ils fait ? Prenons l'exemple de la Sécurité sociale. Depuis la grève interprofessionnelle unitaire du 24 mai 1977, FO n'a

1. Publiée dans « la Lettre d'Informations, ouvrières ».

réagi qu'en paroles aux attaques contre la Sécu. FO a pratiqué systématiquement la division. En 1980, face au projet de loi Berger, les dirigeants de FO ont refusé la grève unitaire, se contentant d'un meeting à la Bourse du travail. Cette politique s'est poursuivie depuis le 10 mai 1981. Comment penser qu'à l'avenir ils défendront ce qu'ils ont refusé de défendre jusqu'à présent ?

Les conclusions sont claires. Dans un texte aussi important qu'une résolution de CC, le PCI camoufle la nature bourgeoise de la bureaucratie réformatrice de FO, valorise son rôle — sous prétexte d'« indépendance » vis-à-vis du gouvernement — et soutient inconditionnellement sa politique, en annonçant d'avance que ses militants présents au prochain congrès confédéral voteront le rapport moral soumis par la direction Bergeron. (Ceci pose un problème de taille : en cas d'attaques fondamentales et immédiates de la bourgeoisie contre les acquis ouvriers, si la direction FO se range aux côtés du patronat, dans quel camp se rangera le PCI ?)

Le PCI et Talbot

Commentant dans un éditorial d' *Informations ouvrières* les événements de Poissy, Daniel Viviers, dirigeant du PCI, écrit : « Dès lors que reste-t-il d'autre comme issue pour les travailleurs que de chercher à réaliser leur unité dans les comités de grève intégrant les organisations syndicales ? (IO du 5 janvier). On aurait pu attendre, à partir de cette constatation, que les dirigeants du PCI apprécient positivement le rôle de la section CFDT de Talbot, malgré leurs appréciations sur la nature de cette centrale syndicale. On aurait également pu s'attendre à ce qu'ils dégagent comme leçon des combats les deux mots d'ordre clé : « pas un seul licenciement » et « nationalisation de Peugeot-Citroën-Talbot sous contrôle ouvrier ».

Mais ceci ne cadre pas avec les positions politiques du PCI. Les comités de grève, c'est très bien. Cependant « cette disposition ne peut se limiter au combat légitime des travailleurs contre les licenciements », poursuit notre éditorialiste. Faut-il engager la lutte pour la solidarité avec les ouvriers de Talbot sur les deux axes que nous venons de citer ? Non. Pour le PCI, la clé de la situation est... à l'Assemblée nationale : « L'urgence ne commande-t-elle pas une session extraordinaire pour que soient votées les lois qui s'imposent de protection de la classe ouvrière contre l'avalanche de licenciements ? », écrit Daniel Viviers.

Par contre, *Informations ouvrières* falsifie les positions de la section CFDT. Citons le compte rendu de la lutte selon ce journal : « Encore des huées lorsque cette fois le responsable métallurgie CFDT, Daniel Richter, attaque la CGT » (...) Quant à la CFDT, elle fait de nouvelles propositions à la direction et au gouvernement, abandonnant la revendication de

ROUTIER- PREUVOST a-t-il respecté le mandat ?

Dans le n° 18 de « Critique communiste », nous avons informé nos lecteurs de la curieuse constitution de la liste « Nantes d'abord », sous l'égide de l'ancien socialiste Routier-Preuvost, liste à laquelle participaient des patrons... et des militants du PCI.

Routier-Preuvost a fait mieux. Le torchon fasciste du Front national « RLP-hebdo » publie une lettre de ce personnage soutenant la candidature de Le Pen dans le Morbihan. Nous en

Lettre d'André Routier-Preuvost, ancien adjoint socialiste au maire de Nantes, à Etienne Vidal.

« Le vrai fascisme est à gauche et, notamment, en RUS-SIE avec pour chef, ANDROPOV. En FRANCE, il n'existe pas de fascisme.

M. LE PEN est un bon Français; il a des idées différentes des vôtres mais ce n'est pas une raison pour le traiter de fasciste. Il a le courage de ses idées et il n'a pas peur d'en faire état. »

L'élection de Dreux - ville chargée d'histoire, ville de plus de 35 000 âmes, ville industrielle et touristique démontre aussi que l'Opposition est gagnante chaque fois qu'elle réalise l'union absolue, faisant taire aussi bien les rivalités entre R.P.R. et U.D.F. que les exclusives contre la Droite Nationale, affublée faussement du qualificatif d'extrémiste.

Je connais M. Jean-Marie LE PEN depuis bientôt trente ans, et je lui ai souvent rendu justice ici, même lorsqu'il m'est arrivé de ne pas toujours approuver ses positions sur tel ou tel point mineur de tactique.

Je le considère, non seulement comme un brillant orateur (sans doute le plus doué de notre temps), mais comme un homme d'un sens politique remarquable,

reproduisons ci-dessous le fac-similé. Bien sûr, il ne s'agit pas d'assimiler les militants du PCI à ce triste individu. Mais Pierre Lambert qui « plaide coupable » à propos de l'alliance avec Routier-Preuvost va-t-il continuer à couvrir les agissements de ce dernier ? Quel était le contenu du mandat que le PCI lui avait confié lorsqu'il conduisait la liste « Nantes d'abord » ? Quelles leçons politiques les dirigeants du PCI en tirent-ils ? A ces questions, la direction du PCI ne peut se dérober.

d'une grande intelligence et d'une grande culture, qui a le rare mérite d'allier la persévérance au courage, et qui ne connaît la violence que pour en avoir souvent été la victime, ainsi que sa famille et ses amis. Ce n'est pas un "fasciste", au sens péjoratif et méprisant que ses adversaires confèrent à ce terme. En revanche, sont "fascistes" dans ce mauvais sens là, les Communistes, leurs exécutants cegétistes (voyez ce qui se passe aujourd'hui dans les industries papeteries et graphiques) et même un certain nombre de socialistes intolérants qui s'efforcent d'étrangler nos libertés essentielles. Les socialistes, les radicaux de gauche n'hésitent pas à embarquer sur leurs listes électorales des gens du P.C., du P.S.U., des trotskystes... Je ne vois pas pourquoi les dirigeants R.P.R. ou U.D.F. hésiteraient davantage à s'allier avec les honnêtes Français de la Droite Nationale, d'autant - je le répète - que leur concours est indispensable si l'on veut chasser du Pouvoir les hommes incompetents et dangereux qui s'y paient.

Lettre publiée dans « RLP/Hebdo », organe du Front national, le 1^{er} décembre 1983.

**GRAND MEETING
NANTES D'ABORD**

SECTION FOUD

JEUDI 3 MARS 20 H 30

125, rue Jules Ferry

Avec la participation de A. Boutier, Président
Christian Chauvel, Pierre Lambert

pas un seul licenciement qu'elle affirmait défendre. » On pourrait continuer ces citations. Mises bout à bout, elles donnent un curieux profil. D'après *Informations ouvrières*, la section CFDT de Talbot aurait attaqué la CGT, abandonné les revendications, appelé les grévistes en tant que « syndicat responsable » à évacuer les locaux, appelé les forces de police. De plus, les lecteurs de ce journal ignorent tout des rapports du comité de grève et de la section CFDT. Cette méthode, déformant les faits, ne disant pas à quel moment ils se sont produits et dans quelles conditions (est-ce le matin ou le soir du jeudi 5 janvier — jour de l'agression des grévistes par la CSL — que la CFDT appelait les grévistes à quitter l'usine ? La question est d'importance) mélangeant les déclarations du secrétaire de la fédération métaux, Granger, et celle des militants CFDT de l'usine est identique à celle de *l'Humanité*. Dès lors, il suffit, comme le fait *Informations ouvrières*, de présenter le tract PCI diffusé aux portes de Talbot en faveur du comité de grève pour en conclure que seul le PCI a préconisé des mots d'ordre corrects. Quand la presse bourgeoise attaque la LCR pour le rôle qu'elle a joué dans la

grève, *Informations ouvrières* n'en souffle pas un mot.

Il ne s'agit pas là seulement d'erreurs sectaires. Quand toute la presse bourgeoise et aussi *l'Humanité* et les dirigeants PS s'en prennent aux « irresponsables » de la CFDT, *Informations ouvrières* fait à sa manière le même sale travail. Et là aussi, en la circonstance, le PCI se range sous la bannière anti-ouvrière de Bergeron. Pas un mot par ailleurs dans *Informations ouvrières* sur le fait qu'il existe une section FO à Talbot ; que cette section a approuvé, comme son dirigeant confédéral, la nécessité des licenciements ; qu'elle a manifesté à Poissy, en commun avec la CSL ! Il est vrai que la direction de Peugeot-Talbot-Citroën, la CSL, mais aussi les dirigeants PCF, PS, CGT et FO ont montré en ces circonstances le contenu véritable de la « démocratie politique » à laquelle semble se référer le PCI.

Comme on le voit, poser la question de savoir dans quel camp se rangera le PCI lors de grandes luttes ne relève pas de la polémique mais de légitimes interrogations intéressantes ceux qui se réclament du mouvement trotskyste, de la révolution socialiste. □

Victoire de Chalamov

Michel LEQUENNE

IL y a deux ans, le 17 janvier 1982, Varlam Chalamov mourait misérablement dans un asile de vieillards. Il avait la fin qu'il avait prévue et craint : « *Je savais que le corps et, par conséquent, les cellules du cerveau, recevaient une nourriture insuffisante — il y avait bien longtemps que mon cerveau en était réduit à une ration de famine —, et que cela se traduirait inmanquablement par la folie, la sclérose précoce ou quelque chose d'autre... Et je me réjouissais à l'idée que je ne vivrais pas, que je n'aurais pas le temps de vivre jusqu'au moment de la sclérose (1).* »

Chalamov n'est pas mort à Kolyma. L'infâme sclérose du cerveau a été contenue, repoussée par cette force de vie qui n'appartient qu'aux hommes, comme il avait si bien su le voir au fond du plus horrible enfer : « *L'homme est peut-être devenu homme parce qu'il était plus solide, plus résistant que n'importe quel animal. Et il l'est resté (2).* » D'où sourd cette résistance ? Ici et là, au long de ses récits, Chalamov en a livré le secret : « *Nous comprenons tous que nous ne pourrions survivre que par hasard (3).* » Mais : « *il n'éprouvait aucune crainte et ne tenait pas à la vie (...) Il comprenait qu'aussi misérables que fussent les possibilités de choix, de libre arbitre du détenu, elles n'en existaient pas moins et pouvaient nous sauver la vie à l'occasion (...) Il ne mourrait pas, il n'avait absolument pas l'intention de mourir (...) [il] comprit qu'il valait quelque chose, qu'il pouvait avoir du respect pour lui-même. Il était là, vivant, et il n'avait trahi ni vendu personne, ni pendant l'instruction, ni au camp. Il avait réussi à dire beaucoup de vérités, il avait réussi à tuer la peur qui était en lui (4).* » « *De cette chair, il ne m'en restait suffisamment que pour la colère, le dernier des sentiments humains. Ce n'est pas l'indifférence, mais la colère*

qui est le dernier sentiment humain, le plus proche des os (5). » « *Il avait encore beaucoup de forces : des forces morales bien plus grandes qu'auparavant et des forces physiques bien moindres (6).* » Ce qu'il avait sans doute compris bien avant qu'en 1946, le docteur déporté Oumanski ne le lui glissât à l'oreille, c'était que « *l'essentiel, c'est de survivre à Staline. Tous ceux qui lui survivront pourront vivre (...) Il n'est pas possible que les malédictions de millions de gens ne se matérialisent pas sur sa tête. (...) Il mourra obligatoirement de cette haine générale. Il aura un cancer ou encore autre chose. (...) Nous pourrions encore vivre (7).* »

Chalamov a survécu à Staline. Physiquement et moralement. Il a tendu ses forces, a concentré son énergie spirituelle, et il a vécu assez pour pouvoir écrire l'œuvre la plus forte qui soit sortie de sous la dalle stalinienne, ces *Récits de Kolyma*, chef d'œuvre littéraire unique, incomparable, glacé et brûlant, impassible et bouleversant, procès-verbal de la pire perversion en même temps que célébration la plus grave de l'humanité en sa capacité de résistance, de rage de résistance. Sous nos yeux, l'édition doit chaque jour vanter une œuvre plus géniale que celle de la veille. Il est donc nécessaire de dégager celle de Chalamov de la mode et de dire qu'elle est le plus puissant monument élevé au point de notre siècle où celui-ci tremble du vertige de la chute générale dans la barbarie, parce qu'elle restitue dans toute son horreur l'Apocalypse qui, à Kolyma, fut écrite dans la chair humaine.

Pendant vingt-deux ans, la mort s'était accumulée dans le corps de Chalamov. Il l'a vaincue. Il a réussi à écrire sa somme, près de laquelle l'Enfer de Dante n'est que littérature suprêmement civilisée, et, quand cet-

1. « *Kolyma* », t.1, p.22. Les récits de Chalamov sont parus en édition complète aux Editions Maspero, en trois volumes, dont les deux derniers sont sous-titrés respectivement : « *La Nuit* » et « *l'Homme transi* ». Auparavant, des sélections étaient parues en 1969, sous le titre « *Récits de Kolyma* », aux Editions Denoël/Les Lettres nouvelles, et sous le titre « *Article 58* », chez Gallimard. Cette dernière édition, très fautive, et jusque dans le nom de l'auteur, écorché en Chalamov. Les trois volumes des Editions Maspero contiennent : le premier, 30 récits (dont 8 des R.K. et 7 d'A.58), le deuxième 36 récits (dont 8 et 9) et le troisième 37 dont 10 et 10, soit 103 récits dont 50 inédits. Nos références sont celles des Editions Maspero, volume en chiffres romains et pages en chiffres arabes.

2. III, 336.

3. I, 43.

4. I, 112.

5. I, 304.

6. I, 250.

7. II, 130 et III, 216. Le Dr Oumanski est mort à Magadane, la veille de la mort de Staline, le 4 mars 1953.

8. I, 214.

9. « *Samizdat* » signifie auto-édité, en général simplement par dactylographie. Une édition russe a été publiée à Londres, en 1978, chez Overseas Public.

10. I, 48.

11. Ed. du Seuil.

12. I, 52.

13. I, 195.

14. I, 59.

15. II, 38.

te mort l'a rejoint, comme avec sadisme tuant son intelligence avant sa chair, il était trop tard pour sa cause : Chalamov était vainqueur. Il le savait. Il l'avait écrit : « *Je fus épouvanté par cette terrible force humaine : le désir et la capacité d'oubli. Je me rendis compte que j'étais prêt à tout oublier, à rayer vingt-deux années de ma vie. Et quelles années ! Et, en le comprenant, je remportais une victoire sur moi-même. Je savais que je ne laisserais jamais ma mémoire effacer tout ce que j'avais connu* (8). » A jamais ses écrits sont au-dessus de nous comme une lune froide qui ne peut plus ne pas nous éclairer et cesser d'être le stigmate impitoyable sur la pire trahison des espoirs humains.

Kolyma, comme œuvre littéraire

Les récits maintenant tous publiés en français sous le titre de *Kolyma* ne sont parus en URSS qu'en *samizdat* (9). Rien n'a été écrit sur leurs conditions et leur ordre d'élaboration. L'édition française se présente comme un puzzle, non seulement chronologique, mais aussi par rapport à ce qui fut probablement l'ordre de l'écriture et de publication en *samizdat*. On remarquera, en effet, que si l'essentiel des récits est écrit à la première personne, une quarantaine sont écrits en style indirect. Dans huit de ces derniers, Chalamov se donne le nom de Krist (Christ ou cristal ?) ; dans cinq autres, celui d'Andreïev (mais, curieusement, c'est dans l'un de ceux-là que, brusquement — négligence ? — son nom de Chalamov apparaît pour une unique fois). Enfin, trois ont un personnage central du nom de Goloubiev, qui n'est peut-être pas un de ses masques, et un autre imagine la mort du grand poète Mandelstam (10).

Quoi qu'on puisse regretter ces conditions de l'édition en français, l'éclairage alterné où l'isolement place chaque récit leur donne peut-être plus de force qu'un flux continu évoluant vers un — très relatif — happy end. Ici s'impose la comparaison avec l'œuvre d'Evguénia Guinzbourg, *le Vertige et le Ciel de la Kolyma* (11), qui, malgré son inestimable valeur de bouleversant témoignage, parvient moins bien que les récits de Chalamov à rendre ce que fut l'horreur de cet enfer blanc, non seulement parce qu'Evguénia Guinzbourg a généreusement insisté sur les êtres restés humains qu'elle y a rencontrés

et qui l'ont aidée à survivre, mais surtout par la différence d'écriture.

Le paradoxe de la littérature, c'est que seul le plus grand art peut parvenir à rendre l'indicible de la vie. Et le miracle de Chalamov, c'est d'être parvenu — lui sur qui s'était acharné de bout en bout l'effroyable mécanique de déshumanisation — à découvrir l'écriture de vérité nue qui fixera pour toujours le regard sur cet indicible là.

Comme c'est le cas pour presque toutes les plus hautes œuvres de la littérature, sa perfection n'est pas formelle, académique. On pourra même y trouver des ratées, et les redites sont nombreuses. Sa perfection est dans l'adéquation de sa totalité entre le plus anti-littéraire de tous les sujets et la manière de le dominer littérairement. Le froid, la faim, la peur, la souffrance, l'humiliation d'un côté, la haine, le sadisme, la bêtise, la bestialité de l'autre, tout cela a trouvé chez Chalamov son écriture. Non pas le fameux degré zéro de Barthes, mais les 50° au-dessous de zéro de l'hiver arctique, ceux sous lesquels les esclaves « zeks » extrayaient l'or, nourris de rations de famine et couchant sous des tentes déchirées, en chaussettes russes en loques et vestes en lambeaux, crasseux et couverts de poux. C'est le style le plus sec, le plus dénué d'adjectifs et d'images de tous les styles ; c'est celui du strict mot juste, celui de qui n'a plus qu'écrire pour continuer à exister.

Ce qu'il a découvert, c'est cette pensée qu'il prête à Mandelstam mourant : « *Tout ce qui se crée de manière non désintéressée n'est pas le meilleur. Le meilleur est ce qui n'est pas noté, ce qui a été crié et qui a disparu, qui s'est dilué sans trace aucune* (12). » Ce que Chalamov a écrit, c'est ce « perdu » par lui conservé, retrouvé, et écrit sans même espoir de publier : « *même s'il est impossible de publier, tout devient plus supportable quand on écrit. On écrit et on peut oublier* » (13).

En 1861, Dostoïevski publia ses *Souvenirs de la Maison des morts* après quatre années de bagne. Et le livre frappa tellement l'opinion que ce fut celle de ses œuvres qui atteignit les plus hauts tirages de son vivant. La comparaison de cette œuvre avec celle de Chalamov s'imposait, et lui-même y fait de nombreuses allusions, toujours avec réserve et distance. A comparer la *Maison des morts* avec *Kolyma*, le bagne tsariste — compte tenu de ses fers aux pieds et de ses flagellations — apparaît comme un sanatorium à côté des camps staliniens. La différence littéraire

n'est pas moindre, nettement au détriment de Dostoïevski. Et c'est sans doute que, même bagnard, ce dernier était resté un « gentilhomme », que sa pensée, certes éclairée par son expérience, conservait néanmoins ses valeurs et nombre de préjugés de sa classe, qu'il n'avait guère cessé de regarder ses compagnons de chaîne de l'extérieur, et que sa critique du système répressif tsariste n'en remettait pas en cause le principe mais ne tendait qu'à l'adoucir d'humanisme. Chalamov a été réduit au point où toutes les valeurs doivent être soumises à révision, où il ne savait plus « *s'il nous fallait un moment, un jour, un an ou un siècle pour retrouver notre corps d'avant ? Quant à notre âme d'avant, nous n'espérons pas la retrouver. Et nous ne l'avons pas retrouvée, bien entendu* » (14). Si l'on peut nommer humanisme ce qui sort de son creuset, c'est en donnant au mot un contenu tout nouveau, épuré de tout ce qui y avait été mis par les philosophies du passé.

Il y a peu de jugements dans les récits (« *C'est une condamnation ? me demanda Platonov. - Absolument pas, lui répondis-je. On peut pardonner beaucoup, vraiment beaucoup, à un homme affamé* (15). »). Mais leur objectivité juge toute seule. Chalamov donne des faits, des masses de faits, sans aucune emphase, sans broderie, sans effet. Et ces faits sont un réquisitoire irréfutable. Chalamov n'a pas eu besoin, comme Dostoïevski, de longuement gloser la réalité restituée. En général, tout commentaire est pour lui superflu.

Cependant, les récits de *Kolyma* ne sont pas un témoignage à une seule dimension. Au contraire. L'œuvre, dans sa totalité, possède toutes les dimensions possibles de la réflexion de notre siècle sur le destin de notre espèce. Il y a là non seulement une histoire, une sociologie, une anthropologie des camps, mais, au travers du regard le plus aigu, le plus impitoyable que jamais homme ait posé sur l'homme, une morale, au sens le plus élevé du mot. Et d'abord l'histoire d'hommes et de femmes, innombrables, autour d'un homme : Chalamov lui-même.

Chalamov, l'homme

Dans ses récits, Chalamov ne raconte pas sa vie. C'est par ailleurs qu'on sait qu'il est né à Vologda en

1907 (Vologda qui fut un lieu d'exil des politiques, sous le tsarisme). A sa première arrestation, il avait vingt-deux ans, c'était en 1929. Sa condamnation comme trotskyste signifie qu'il devait appartenir à l'Opposition de gauche, car, à cette époque, l'étiquette n'était pas encore distribuée avec générosité. Condamné à cinq ans de déportation, il a accompli cette première peine aux îles Solovetz. Plusieurs de ses récits portent sur cette période. Les déportés étaient encore, à cette époque, malgré l'arbitraire et l'iniquité de leur incarcération, traités avec une relative humanité. Sans que Chalamov le souligne, la différence de traitement entre les deux époques du stalinisme éclate. D'un certain point de vue, on peut dire que Chalamov, en ses récits, est l'anti-Soljénitsyne de *l'Archipel du Goulag* (où toutes les périodes de la dégénérescence de l'URSS sont confondues). Il est clair en les récits que le régime des Solovetz, entre 1929 et 1932 (époque sur laquelle portait, quasi exclusivement, l'information de notre mouvement avant la guerre) était celui d'une période de réaction thermidorienne. Celui de la Kolyma de 1937 à 1953, c'était le régime de la pire férocité contre-révolutionnaire, « Auschwitz sans fours à gaz », mais avec les 50° au-dessous de zéro pour compenser.

Chalamov est arrêté à nouveau en 1937. Dans la première partie de l'année, quand on ne torturait pas encore : « on ne commença à recourir à la torture que dans la seconde moitié de cette année » (16). Commence alors les dix-sept années de Kolyma, quatorze de détention, trois de « travailleur libre », c'est-à-dire de relégué, esclave de second niveau. (Le vieux docteur Oumanski comptait « dix classes » d'esclaves zeks.)

1948 : « Je mesure un mètre quatre-vingt et mon poids normal est de quatre-vingt kilos. Le poids des os représente quarante deux pour cent du poids total, soit trente-deux kilos. En cette soirée glaciale, il me restait seize kilos, juste un poud en tout et pour tout de peau, de chair, de viscères et de cerveau (17). » Quatorze heures de travail par jour dans le grand Nord : « on ne pouvait certes pas tenir cinq ans en travaillant à un front de taille. On pouvait tenir cinq semaines » (18). Comment Chalamov a-t-il tenu dix-sept ans, lui qui, en plus, avait « la marque du diable » (E. Guinzbourg), la lettre « T », le « sceau mortel » dans son dossier en double exemplaire ? Par miracle ! Un miracle, et mieux : une série de miracles qu'il

raconte longuement, et même diversément, la version contée sous le nom de Krist étant probablement une première version où il jugea encore nécessaire, par prudence, de ne pas désigner précisément ses sauveurs. La plus grande différence entre les camps staliniens et hitlériens, que souligne Evguénia Guinzbourg, c'est la pagaïe, la nonchalance, l'abandon au hasard russes. Mais aussi quelque chose de beaucoup plus fondamental : l'alogisme kafkaïen du stalinisme prend sa source dans la contradiction énorme entre références idéologiques et pratique. Ses deux piliers sont la bêtise et le mensonge. Mais il n'est pas de primitivisme qui ne finisse par déceler le fait étrange que ceux que l'on dénonce comme les pires sont en fait les meilleurs ; par ailleurs, mauvaise foi et bonne conscience vont rarement de pair, et si leur tension peut enrager certains dans la férocité, elle en incite d'autres à de petites concessions déculpabilisantes.

Enfin, et c'est sans doute une des principales leçons de ces écrits sur Kolyma, c'est qu'au fin fond de l'inhumanité et contre elle, comme le grain d'or dans la boue de ces mines sanglantes, les parcelles de la plus haute humanité se renforcent. Comme le dit le D^r Anton Walter à Evguénia Guinzbourg : « *Oui, la bête est toujours vivante en l'homme. Mais elle ne peut pas l'emporter définitivement sur lui* (19). » La conjonction du désordre et de l'humanité de simples, de honteux et de nobles caractères ont sauvé Chalamov, en heureux coups de dés aidant sa rage de vivre. Avec aussi, en plus, cette « chance » — qui exista aussi à la fin des camps nazis — qu'il était impossible, pour toutes les tâches inférieures quelque peu responsables, de s'en tenir au choix préférentiel des droits communs et des truands contre les politiques, les « articles 58 ». A un certain moment, les nécessités de la production sont incompatibles avec l'extermination des esclaves producteurs, et, plus encore, le fonctionnement de l'énorme machine a besoin de « cadres moyens » qualifiés qu'on ne peut prendre que parmi ceux qui ont à la fois une certaine formation de base et certains principes moraux qu'on ne trouve pas dans les bas-fonds. La barbarie des camps n'était pas celle des temps primitifs : pire, elle contenait toutefois des contradictions plus graves.

Après avoir vécu au jour le jour, sans espoir, Chalamov a recommencé lentement à renaître : « *Les piqûres*

16. III, 134.
17. II, 67.
18. II, 203.
19. « le Ciel de la Kolyma », p. 152.
20. I, 113-114.
21. I, 309.
22. I, 311.
23. in « l'Etui de nacre », Chalamov a donné le titre de la nouvelle à l'un de ses récits, I, 224.
24. I, 183.
25. Kolyma n'est pas une île, mais une partie de nord-orientale de la Sibérie. On ne peut l'atteindre, encore aujourd'hui, que par mer, d'où le non de « continent » donné au reste du territoire de l'URSS.
26. II, 320.
27. I, 133.
28. II, 286 et III, 262.
29. I, 67.
30. II, 345.
31. I, 185.
32. I, 154.

[de poux] grattées jusqu'au sang guérissent bien plus rapidement que les autres plaies (...) les extrémités rose vif de ses doigts gelés avaient foncé peu à peu : la peau très fine qui les recouvrait une fois que l'ampoule des engelures avait crevé s'était à peine épaissie. Sa main gauche s'était assouplie — et c'était primordial. Après un an et demi de travail à la mine, les deux mains s'étaient repliées en épousant la forme du manche de pelle ou de pic et s'étaient raidies, lui semblait-il, à jamais. (...) Sa main vivante ressemblait à une prothèse en forme de crochet. (...) Les plaies de l'âme ne pouvaient pas se cicatriser aussi facilement. Elles ne furent jamais cicatrisées. / Mais, au moins, il avait pu déplier sa main (...) / Les crevasses sanguinolentes qu'il avait sur la plante des pieds ne le faisaient plus autant souffrir qu'auparavant. Les ulcères dus au scorbut qui recouvraient ses jambes n'étaient pas encore cicatrisés et il fallait les panser, mais il y avait de moins en moins de plaies : elles étaient remplacées par des taches bleu-foncé-noirâtres, comme une marque de fer rouge, une estampille de maître d'esclaves, de marchand de nègres », etc. (20).

Plus tard, il deviendra aide-soignant. De sous-homme qui devait se contenter « d'une vingtaine de mots depuis bien des années. La moitié en était des injures » (21), et avait vécu sans livres ni journaux, il réémergera à l'humanité, et à la plus haute.

« Il me fallut bien des jours pour apprendre à rappeler du fin fond de ma mémoire des mots nouveaux, encore et toujours, l'un après l'autre. Chaque mot me revenait à grand peine, chaque mot surgissait à l'improviste et seul (...) Chacun s'en revenait solitaire, sans l'escorte d'autres mots connus, et commençait par surgir sur la langue avant d'arriver au cerveau (22). »

Mais le cerveau est peut-être la partie la plus résistante de l'organisme humain. En tout cas, la résistance de celui de Chalamov force l'admiration. Il a conservé sa « programmation » culturelle autant que ses déterminations de dignité et de rigueur.

Une chose frappe chez cet homme arraché à vingt-deux ans à la vie culturelle et qui avait quarante-sept ans quand il redevint libre : c'est la qualité de sa culture et la manière dont il a su s'en nourrir, s'en armer. Comme si la privation avait aiguë sa capacité d'atteindre à l'essentiel dans la littérature, ses citations, réminiscences ou remarques littéraires découvrent des valeurs ou mettent

en valeur des sens bien différents de ceux des lectures « heureuses ». Il fallait un détenu pour avoir retenu de la *Chartreuse de Parme*, la petite remarque de Stendhal sur le prisonnier qui pense plus à ses barreaux que le geôlier à ses clefs, ce que Chalamov cite trois ou quatre fois et qui apparaît bien en effet comme la différence psychologique essentielle entre ces deux parties. De même, il fallait avoir été comme il l'a été aux prises avec les dénivellations énormes de valeur des faits et avec les capacités d'oubli pour apprécier la très belle nouvelle d'Anatole France, « le Procureur de Judée » (23), oubliée voire méprisée chez nous (il est vrai qu'Anatole France est plus lu en URSS qu'ici). Inversement, c'est un violent retour critique, que fait Chalamov sur Dostoïevski et sur Es-sénine, quant à leur idéalisation de la pègre en particulier. Mais le plus saisissant, ce sont les pages qu'il consacre à sa découverte d'un volume de Proust, à la lecture duquel il accorde « plus de valeur que le sommeil » (24). Ce récit-là règle son compte à toutes les critiques « prolétariennes » de cet écrivain.

Quelle a été la vie de Chalamov après son retour sur « le continent » (25), pendant les vingt-sept ans qu'il a encore vécus ? Aucun projecteur n'a été braqué sur lui. Il a écrit. Outre ses récits, il évoque une pièce écrite sur la vie du physicien atomiste Kipréiev, qui approcha, avant la guerre, la résolution de la fission nucléaire, et évita la mort à Kolyma en devenant un bricoleur pour la petite bureaucratie des camps.

Une sociologie de l'enfer : Sade + Ubu

Le système des camps de concentration est une pure invention de notre siècle. On ne peut comparer les camps à aucun des appareils répressifs et de détention du passé. Nazis ou staliniens, en revanche, ils fonctionnent de façon identique quant à leurs trois grands niveaux : en haut la chiourme militaro-policière, très hiérarchisée, de potentats vivant dans le luxe jusqu'au soldat qui garde. En bas, la tourbe des détenus divisés en deux groupes : les politiques et les droits communs parmi lesquels se distinguent les truands. Entre les deux une couche intermédiaire de détenus sélectionnés comme relais de

contrôle de la chiourme, surtout dans le travail. La répression de la détention est ainsi multipliée, d'une part par une répression incontrôlée, féroce, des truands sur les politiques considérés par la chiourme comme les plus dangereux prisonniers, d'autre part par la répression lâche et servile des détenus privilégiés (les *kapos* allemands) contre les simples détenus travailleurs. En principe, l'encadrement moyen est composé de droits communs. Mais des politiques brisés et corrompus y sont aussi présents.

Les camps staliniens ont leurs particularités. D'abord, Kolyma n'est pas un camp. C'est un véritable sous-continent couvrant des milliers de kilomètres carrés. C'est un désert qui comptait 7 000 habitants en 1893. Fait unique dans l'Histoire, cette pointe extrême de la Sibérie sub-arctique est devenue un « Etat » concentrationnaire, avec sa capitale : Magdagane, ses villes, ses bourgs, ses entreprises, ses mines ; un monde esclavagiste comme alvéole à l'intérieur de l'URSS.

Sa population, à partir de 1937, fut tellement massive — à proportion de massivité de la répression contre-révolutionnaire — qu'elle a brassé toutes les couches de la société et quantité de nationalités. Chalamov évoque nombre de causes de condamnation : cela va des survivants des divers opposants de la révolution d'Octobre, et de membres du Komintern — entre autres le Français Derfel, ex-rédacteur de l'agence Tass, ex-bagnard de Cayenne (27) — au gamin qui desserrait des boulons de rails (un sur deux !) pour en faire des plombs de pêche (28) ; de la fille d'émigré rentrée pleine d'enthousiasme pour la vie nouvelle et arrêtée comme espionne japonaise (29) à la paysanne qui avait tué sa dernière chèvre pour manger ; de l'espérantiste (30) à la fille qui, au front, avait refusé de coucher avec son commandant (31) ; du soldat de Mouralov qui ne pouvait reconnaître que son chef, héros légendaire de la guerre civile, n'était qu'un traître fasciste, à celui qui s'était tu pendant que l'on criait « hurra » pour Staline (32) sans oublier les déportés comme « membres de la famille ». Les fusilliers de la veille venaient y rejoindre leurs victimes quand on épurait les épurateurs. La Guerre mondiale ajouta à la folie répressive : les Allemands de Crimée et de la Volga y sont jetés comme fascistes comme les Ukrainiens rescapés des zones occupées puis libérées ; des prisonniers

de guerre libérés, voire évadés des camps allemands, fut-ce héroïquement (33), y côtoient les soldats de Vlassov (34).

Kolyma est une tour de Babel nationalo-politico-sociale où la culpabilité finit par ne plus tenir qu'au fait qu'on est là.

Les vagues se sont succédé et ne se ressemblaient pas. Les « trotskystes » étaient « angéliques » comme les vieux opposants politiques : ils protestaient encore contre les violations de la légalité ; les arrêtés au hasard de la répression de masse se décomposaient rapidement et/ou mouraient (35). Les militaires furent des « durs à cuire ». Certains tentèrent l'impossible évasion et se firent tuer (36).

La particularité russe de la pagaie favorise surtout les truands. Chalamov consacre de nombreux récits à ceux-ci. Et on y sent le pire de tous ses effrois. Les truands forment un monde avec ses mœurs, une société avec ses lois, quasi une race avec laquelle le contact est impossible, féroce, impitoyable pour ce qui n'est pas eux, déchaînée contre les politiques qu'ils peuvent voler, brutaliser, humilier, voire tuer. Les truands ne travaillent pas, ont leur hiérarchie, leurs rois. Les plus terribles pages de Chalamov sont celles qu'il leur a consacrées, à leur atroce misogynie (37), à leurs mœurs sexuelles, à la réduction en infra-esclaves auxquels ils parviennent à soumettre des « politiques » brisés, réduits à devenir leurs conteurs de « romans », leurs « gratte-pieds » ou leurs gitons (38).

Mais il y a peut-être encore pire que ce qui fait peur ; il y a ce qui démoralise, et ce qui est pire que les truands : les « décomposés ». Krivistki, ex-ministre de l'Industrie de la guerre, et Zaslavski, ex-reporter aux *Zvestia*, devenus des dénonciateurs et des faux témoins professionnels, contre leurs co-détenus, dans les procès de camp destinés au renouvellement des peines (39), entre autres actes orduriers, mettent le dégoût à un niveau encore plus insupportable que l'effroi.

Une autre particularité des camps stalinien, c'est que la chiourme, et ses chefs plus encore, y étaient eux-mêmes dominés par la terreur, menacés en permanence par elle, et cela ajoutait au sadisme « ordinaire » du pouvoir.

Sur ce sadisme, Chalamov rejoint Dostoïevski. Celui-ci écrivait dans les *Souvenirs de la Maison des morts* : «Celui qui a, même une seule fois,

exercé un pouvoir illimité sur le corps, le sang, l'âme de son semblable, sur le corps de son frère selon la loi du Christ, celui qui a joui de la faculté d'avilir au suprême degré un autre être fait à l'image de Dieu, celui-là devient incapable de maîtriser ses sensations (...) Je soutiens que le meilleur des hommes peut, grâce à l'habitude, s'endurcir jusqu'à devenir une bête féroce (...) La société qui regarde de tels agissements avec indifférence est déjà contaminée jusqu'à la moelle (...) Les instincts bestiaux sont en germe presque dans tous nos contemporains. » Au milieu de XIX^e siècle, cela était neuf. Aujourd'hui, personne n'a plus le droit de l'ignorer. Chalamov écrit de son côté : « *Le pouvoir, c'est la corruption. Libéré de ses chaînes, le fauve qui se dissimule dans l'âme humaine cherche à satisfaire avec avidité son instinct humain primitif : par les coups, les meurtres.* (40). »

Le système des camps, non seulement libérait le fauve, mais l'excitait constamment. Du haut en bas de l'échelle hiérarchique de Kolyma, on n'en finirait pas d'énumérer les exemples de sadisme fournis par Chalamov. En fait, il sont la trame des récits : de Bogdanov, délégué du NKVD en provisoire disgrâce, qui brûle devant Chalamov les lettres de sa femme, au caporal Postnikov, chasseur de fuyards, en passant par le docteur Docteur, par Anissimov, grand chef qui frappait les visages avec ses gants à crispins, les renverseurs de gamelles de trognons de choux dans les baraques, et aux soldats d'escorte pratiquant « l'envoi sans le dernier », c'est-à-dire les départs au travail où le dernier était jeté en bas de la montagne (41).

Le métissage de Sade par Ubu n'arrangeait pas les choses. L'humour noir qui en ressort est si noir que personne ne peut plus en rire. D'ailleurs Kolyma fut un lieu où le rire cessait d'être le propre de l'homme. Au contraire : seuls les bourreaux et leurs chiens truands pouvaient, à la rigueur, rire. L'humanité devait, elle, se manifester par l'impassibilité.

L'ubuesque est partout dans le stalinisme, mais là où il est indépassable, c'est dans les procès. La tragédie des procès de Moscou était largement ubuesque, mais elle se répétait en farce à des centaines de milliers d'exemplaires, en farces tragico-bouffonnes qui feraient rire aux éclats si elles n'avaient eu la mort pour tiers. Chalamov évoque un Galicien, nommé Narinsky, prisonnier de guerre de la Première Guerre mondiale, qui était à Kolyma pour

33. I, 267.

34. II, 73.

35. II, 81.

36. I, 260 et II, 208.

37. II, 322 à 334.

38. II, 329 et I, 119.

39. III, 334, cf. aussi E. Guinzbourg, « le Ciel de la Kolyma », pp. 182-184.

40. I, 61.

41. III, 123 ; II, 198 ; III, 347 ; III, 71 ; III, 28 ; II, 113-114.

42. II, 340.

43. « Le complot des juristes », I, 86.

44. II, 225 et III, 30.

45. I, 57.

46. II, 23.

47. III, 147.

48. III, 18.

49. II, 147.

50. I, 17.

51. I, 251.

52. I, 165.

53. I, 254.

54. Trotsky, « Oeuvres », t.9, p.136.

55. I, 158.

56. I, 113.

57. III, 74.

« la préparation d'un complot visant à restaurer l'Autriche-Hongrie et qui était presque fier d'avoir une "affaire" aussi incroyable, aussi rare, parmi les nuées de trotskystes et de saboteurs (42). » La plus ubuesque des histoires de Kolyma, contée sans le moindre sourire par Chalamov, est celle du « complot des juristes », dont il ne savait rien, mais dont il avoua immédiatement faire partie, tout simplement pour échapper, ne serait-ce qu'une nuit à l'équipe de nuit des mines d'or : « *Je n'étais pas au froid, je n'étais pas de nuit sur le chantier d'abattage du gisement aurifère. Qu'ils éclaircissent ce qu'ils veulent.* » Ce « repos » dure quelques jours. Il est emmené à Magadane. Il aurait pu payer ce jeu de la fusillade. Encore un coup de dés heureux. Le vent tourne. C'est le capitaine qui menait l'affaire qui est arrêté. L'Ubu étripé est étripé (43). L'absurde est partout : de l'« alias Berdy » pris pour un homme qu'il faut donc trouver et que l'on trouve, en le prenant au hasard, à l'injecteur, prit aussi pour un homme et dont on exige la punition (44).

Mais ce qui domine le tout, c'est le froid de ce pays où « à moins vingt-cinq, on avait l'impression d'être en été (45) ». « *Au Nord, la nature n'est pas neutre, pas indifférente : elle est complice de ceux qui nous ont envoyés ici (46).* » Dans ce climat, pour ces hommes rongés de crasse et dévorés par les poux, un supplice suprême est celui des bains où « *se laver est un rêve irréalisable* » mais où, en revanche, se multiplient les misères de la nudité dans le froid, du linge rendu au hasard, détérioré et humide, et de la courte nuit encore écourtée pour le faire sécher (47).

« *Le gel, ce même gel qui transformait un crachat en glaçon au vol, arrivait aussi jusqu'à l'âme humaine (48).* » « *Le cerveau humain ne peut pas fonctionner en plein gel.* » « *En hiver, dans la mine, le froid atteint tout au plus moins vingt degrés aux niveaux les plus bas, alors que dehors il fait moins soixante. Andreiev [Chalamov] dut passer la nuit sur le carreau de mine supérieur, là où l'on entassait la roche. Des wagonnets pleins y montaient de temps en temps et Andréiev devait les décharger. Il n'y en avait pas beaucoup. Il faisait un froid atroce, et même une simple brise suffisait pour transformer la nuit en enfer. C'est là que, pour la première fois de son séjour sur la terre de Kolyma, Andreiev se mit à pleurer (49).* »

Les supplices ne se succèdent pas dans les cercles de l'enfer véritable, ils se cumulent. A tout cela s'ajoute l'en-

fer des « autres » détenus, dont la grande masse sont des misérables, prêts à trahir sur ordre pour un morceau de pain. D'où les trois commandements : « *Tu ne te fieras à personne, tu ne craindras personne, tu ne demanderas rien à personne.* (50) »

La marque du diable

Maintenant que tant de gens ont découvert le Goulag à partir de Soljénitsyne, et parmi eux tant d'extralinéens bien « honnêtes », il est de bon ton d'oublier que le plus grave chef d'accusation c'était le trotskysme. Le « *sceau mortel de KRTD. Un "sigle", un "siglard" avec la lettre la plus dangereuse ; "T" avec "Pendant la détention, supprimer toute relation téléphonique et postale, n'utiliser qu'à des travaux physiques pénibles, rendre compte de sa conduite une fois par trimestre" / Les directives spéciales, c'était l'ordre de tuer, de ne pas relâcher vivant (...) le moindre petit chef qui ne participerait pas activement à la destruction de tous ceux qui en faisaient l'objet serait lui-même dénoncé par ses propres camarades, ses collègues de travail.* (51). » Chalamov avait ce stigmate. Il dit : « *J'étais resté vivant tout à fait par hasard après l'extermination de 1938 (52).* » Mais la lettre était restée dans son dossier, et on ne libérait pas les trotskystes, ceux qui avaient « *la marque du fauve qu'il fallait tuer* » (53). Quelle que soit la version véridique sur les secours qui firent « sauter » la lettre fatidique de son dossier, c'est à des rencontres généreuses, que trouvent parfois ceux qui les méritent, que le trotskyste Chalamov dut de survivre.

Il y avait aussi, dans ces camps, des « trotskystes », avec guillemets, la folie terroriste en voyant partout, comme Trotsky l'avait très bien compris qui tenta d'en déduire la masse réelle de ses partisans (54). De même tous les politiques, à l'article 58, étaient loin d'être tous des politiques réels (55). Mais il semble, bien que cela ne soit pas explicite, que les bourreaux distinguaient fort bien entre les vrais et les faux.

Toutefois, même parmi les vrais communistes, au travers de l'horrible épreuve, nombreux furent ceux qui rejetèrent le marxisme en même temps que sa négation stalinienne, acceptant en somme le mystification de leur unité, qui est sans doute la plus

sinistre des mystifications de l'histoire, et régressèrent vers les vieilles idéologies et la religion. Ce fut le cas, en particulier, d'Evguénia Guinzbourg. Pas de Chalamov.

Dans toute son œuvre, il ne prononce pas un mot de politique. A s'en tenir à ses textes, il semble bien en avoir abandonné la dimension et être passé directement de la survie élémentaire au regard philosophique le plus détaché de toute pratique d'intervention de transformation du monde.

La morale du fond du gouffre

Chacun des récits de Chalamov est un essai (au sens de ceux de Montaigne) bien que, le plus souvent, il ne tire pas explicitement les leçons qui s'en dégagent. Elles doivent aller et vont de soi. Mais, semés au long des volumes de l'ensemble, jaillissent les conclusions sur ce que devient l'humanité dans les conditions de la déshumanisation. On a là un regard plus glacé que jamais ne le fut celui de misanthropes tel La Rochefoucauld, mais aussi le constat objectif de ce sur quoi l'on peut compter dans le pire état où nous puissions être réduits.

On en sera pas étonné que cette morale-là ait comme fondement une physiologie, une biologie différentes.

« *L'homme vit par la force des mêmes principes qui font que vivent un arbre, un pierre, un chien.* (56) » « *Quand je m'affaiblis, ma volonté et mon jugement faiblirent en même temps. Je me convainquis alors facilement qu'il me fallait supporter les coups et ne trouvais pas en moi la force d'âme nécessaire à une riposte, au suicide, à la protestation (57).* » « *Tous les sentiments humains : l'amour, l'amitié, la jalousie, l'amour du prochain, la charité, la soif de gloire, la probité, tous ces sentiments nous avaient quittés en même temps que la chair que nous avions perdue pendant notre famine prolongée. Dans cette insignifiante couche de muscles qui restait encore sur nos os et qui nous donnait encore la force de manger, de nous mouvoir, de respirer et même de scier du bois, de pelleter pierre et sable dans les brouettes et de pousser ces mêmes brouettes sur l'interminable chemin de roulage des mines d'or, sur l'étroit chemin de bois qui mène à la battée de lavage, dans cette couche de muscles il n'y avait plus de place que*

pour la rage, le plus vivace des sentiments humains (58). »

A ce niveau, les sens mêmes ne fonctionnent plus en même temps ; la faculté d'oubli s'épaissit ; le rêve ne présente plus que le désir de la nourriture élémentaire. L'intellectuel tombe de plus haut : « *L'intellectuel détenu est écrasé par le camp. Tout ce qui lui était cher est réduit en cendres, et la civilisation et la culture s'envolent en un temps record qui peut se compter en semaines. (...) L'intellectuel est terrorisé à jamais. Son esprit est brisé. Et il emporte sa terreur et son esprit brisé dans la vie en liberté* (59). » « *Le camp est une grande épreuve de forces morales de l'homme, de la morale ordinaire, et quatre-vingt-dix-neuf pour cent des hommes ne passaient pas le cap de cette épreuve.* (60) »

Le pessimisme absolu semble atteint. Non, cependant. Même s'il est vrai qu'il n'y a que un pour cent qui passe le cap — un pour cent dont Chalamov était — ce un pour cent là peut fonder tous les optimismes.

Au fond du gouffre, il comprend qu'il n'éprouve plus aucune crainte, qu'il ne tient plus à la vie. Et c'est là qu'il retrouve la volonté et la force de vivre. Le sentiment d'humiliation sans borne est signe de valeur humaine. Le sentiment de la justice « *est très profondément ancré en l'homme, et peut-être même est-il indéracinnable* (61) ».

« *Les frontières morales représentent une limite très importante pour un détenu. C'est le problème essentiel de sa vie : est-il resté un homme ou pas ? / La différence est ténue et il ne faut pas avoir honte de se souvenir qu'on a été un "crevard", un "squelette", qu'on a fouillé dans les fosses à ordures ; mais il faut avoir honte d'avoir fait sienne la morale des truands.* (62) »

« *Je n'ai jamais pu ni ne pourrais me forcer, de toute ma vie, à dire d'un salaud que c'est un honnête homme. Et je pense qu'il vaut mieux carrément ne pas vivre s'il est impossible de parler avec les gens ou s'il faut leur dire le contraire de ce que l'on pense.* (63) »

Dans une conversation avec l'ingénieur Kipréiev, Chalamov lui demanda combien il avait rencontré de « gens bien » dans sa vie. Kipréiev en compte six. « *C'est beaucoup* », répond Chalamov (64). Mais si l'on compte, Chalamov en énumère plus dans ses propres rencontres. Et d'abord les croyants, dont il dit : « *Je n'ai jamais vu de gens plus dignes que les croyants dans les camps. La dépravation s'emparait de toutes les âmes et seuls les croyants y*

résistaient. (65) » Cela explique sans doute tant de conversions de déportés et d'opposants et pose une grave question, celle du décalage entre l'urgence du socialisme et le peu d'enracinement d'un humanisme matérialiste. Sur ce dernier plan aussi, le stalinisme a impliqué une terrible régression.

Qui n'a pas été brisé peut retrouver tout ce qu'il a perdu. Chalamov a même sans doute dû de pouvoir s'élever au très haut niveau moral que révèlent ses récits parce qu'il a résisté aux pires épreuves. Pourtant, doit-on le croire quand il écrit : « *L'amour ne me revint pas. Ah, que l'amour est loin de l'envie, de la peur de la colère ! Comme il n'est pas nécessaire à l'homme ! L'amour survient quand tous les sentiments humains sont déjà revenus. Il survient, il revient en dernier — d'ailleurs, revient-il vraiment ? Mais il n'y avait pas que l'indifférence, l'envie et la peur pour témoigner mon retour à la vie. La pitié à l'égard des animaux me revint avant la pitié à l'égard de l'homme.* (66) » Est-il possible qu'il n'ait pas retrouvé l'amour, cet homme qui voit si bien dans ses récits que « les femmes sont meilleures que les hommes » (67), ce qui transparaît d'ailleurs dans le témoignage d'Evguénia Guinzbourg, et qui a d'autant plus de valeur que, pour les femmes qui connurent l'enfer de Kolyma, elles y trouvaient encore des supplices supplémentaires.

« Nous ne sommes pas des héros, mais des martyrs », répondait un zek libéré à des jeunes gens qui le remerciaient. Ce déporté se trompait. Une résistance à la mort, telle que celle de Chalamov, a été la seule forme d'héroïsme dans la défaite de ces révolutionnaires, et qui seule put leur permettre le type de victoire sur la contre-révolution stalinienne qu'a été l'écriture de leur œuvre. La répression insidieuse de la non-édition, du silence, de l'enfermement dans les marges de la société, plus la répression sélective contre l'opposition intellectuelle, ont empêché l'explosion de la dynamite que constitue une telle littérature. Mais ce n'est là que partie remise.

Notre modeste contribution au plein effet de ces bombes, c'est de tenter de leur donner la présence qu'elles méritent, par la plus vaste lecture, afin que l'éclat de leur puissance se joue de toutes les frontières. □

58. I, 31.

59. I, 85.

60. I, 164.

61. II, 343.

62. I, 163-164.

63. III, 330.

64. II, 312.

65. III, 221.

66. I, 307-308.

67. II, 110.

La Deuxième Déclaration de La Havane

Lancée à la face du monde en 1962, cette déclaration reste d'une brûlante actualité. Nous en publions des extraits, en hommage à Cuba socialiste qui vient de fêter son vingt-cinquième anniversaire

1984 a vu naître la 25^e année de la révolution cubaine. Ces 25 ans constituent une extraordinaire victoire, à deux cent kilomètres des côtes US. S'il a porté des coups souvent terribles à la révolution latino-américaine, l'impérialisme nord-américain n'a pu abattre Cuba, réduire une révolution qui reste l'exemple à suivre pour tous les pays de l'hémisphère. C'est donc comme une victoire que nous saluons la vingt-cinquième année de cette révolution, toujours en première ligne et toujours menacée par l'impérialisme.

Pourquoi, à cette occasion, publier de larges extraits de « la Deuxième Déclaration de la Havane », texte en forme d'épopée, manifeste de la révolution cubaine lancé au monde en 1962 ?

La Déclaration présente l'immense intérêt de révéler la pensée des dirigeants fidélistes en ces premières années de la révolution. Une pensée qui se situe d'emblée dans un cadre continental et comprend la révolution cubaine comme un élément — décisif sans doute — mais un élément seulement de la révolution américaine.

Le souffle de la Déclaration se retrouve aujourd'hui dans l'insurrection victorieuse au Nicaragua, dans les combats révolutionnaires salvadoriens et guatémaltèques. Ainsi la Déclaration, dans ses lignes essentielles, n'a pas vieilli, malgré les détours et les échecs souvent sanglants du prolétariat latino-américain, malgré les interprétations unilatérales et parfois dramatiques — sur la guerre de guérilla notamment — de l'expérience cubaine parmi les révolutionnaires latino-américains au cours de ces vingt dernières années.

La Déclaration demeure vivante à Cuba même, quand d'autres révolutions prolétariennes ont succombé à la démoralisation et au cancer bureaucratique en beaucoup moins d'années.

Cela peut-être affirmé et justifié par l'attitude de Cuba aujourd'hui vis-à-vis de la révolution centre-américaine, par l'aide et la solidarité politique de l'Etat ouvrier cubain qui n'ont pas à ce jour été démentis, par une mobilisation impressionnante du peuple cubain qui respire quotidiennement au rythme de Managua et des guerrillas du Salvador.

La deuxième Déclaration de la Havane exprime avec une force prenante l'irruption d'une perspective révolutionnaire internationale — fut-elle limitée régionalement — dans un mouvement ouvrier mondial désagrégé par le stalinisme et la collaboration de classes en défense de l'Etat national.

Jamais la révolution yougoslave — qui rompait sur des points essentiels avec le stalinisme — ne s'est haussée à ce niveau. Ni la révolution vietnamienne, victime aujourd'hui du nationalisme réactionnaire de sa direction. D'origine non stalinienne — contrairement aux précédentes — la direction cubaine a renoué d'emblée avec certaines des plus hautes et essentielles traditions du mouvement ouvrier révolutionnaire.

Ceci n'atténue en aucune façon les critiques que nous portons au régime cubain dans le domaine de la démocratie socialiste notamment, ni la condamnation qu'appellent les cas de répression politique ou d'arbitraire à l'égard hommes ou de femmes qui expriment ses opinions ou agissent hors de normes sociales ou politiques officielles.

Dès la transcendance de la révolution cubaine en révolution prolétarienne, la IV^e Internationale a mis le doigt, dans de nombreux textes, sur l'absence d'une pleine démocratie socialiste à Cuba. Elle a porté ces critiques, non dans un esprit de dénigrement, mais de solidarité internationaliste : l'absence de structures de démocratie ouvrière au niveau de

l'Etat, la non possibilité d'expression d'opinions différentes et d'organisation hors du contrôle du parti unique, a toujours constitué une faiblesse et un danger pour la révolution cubaine.

C'est pourquoi nous reproduisons aujourd'hui les parties les plus significatives de ce texte, d'après la publication qu'en fit la revue « Quatrième Internationale », en 1962. Non pour un hommage posthume aux premières années de la révolution cubaine, mais comme un témoin qui inspire aujourd'hui la révolution centre-américaine et à laquelle Cuba — et sa direction historique — restent aujourd'hui fondamentalement liés.

M. T.

LE 18 mai 1895, à la veille de mourir d'une balle espagnole dans le cœur, José Martí, apôtre de notre indépendance, dans une lettre inachevée à son ami Manuel Mercado, disait :

« Maintenant je suis capable d'écrire... Je cours chaque jour le danger de donner ma vie pour mon pays et pour l'obligation... d'empêcher à temps, grâce à l'indépendance de Cuba, que les Etats-Unis étendent leur contrôle sur les Antilles et par conséquent assujettissent avec d'autant plus de force nos pays d'Amérique. Tout ce que j'ai fait jusqu'à maintenant et tout ce que je ferai l'a été dans ce but...

« Les personnes les plus vitalement intéressées à empêcher l'annexion impérialiste de Cuba, qui ferait de Cuba le point de départ de la course (qu'il faut bloquer et que nous bloquons de notre sang) à l'annexion de nos nations américaines par le Nord brutal et violent qui les méprise, sont empêchées par des engagements de donner un appui ouvert et franc au sacrifice qui est fait pour notre profit et pour le leur.

« J'ai vécu au sein du monstre et connais ses entrailles ; et ma fronde est la fronde de David. »

En 1895, Martí soulignait déjà le danger qui planait sur l'Amérique et ap-

pelait l'impérialisme par son nom : impérialisme. Il soulignait aux peuples de l'Amérique latine que, plus que quiconque, ils étaient intéressés à ce que Cuba ne succombe à la cupidité du Yankee méprisant les peuples d'Amérique latine. Et, de son propre sang, versé pour Cuba et l'Amérique, il écrivit les mots que, de façon posthume, pour rendre hommage à sa mémoire, le peuple de Cuba met en tête de cette déclaration.

Humiliation

Soixante-sept années se sont écoulées. Porto-Rico a été converti en une colonie et est toujours une colonie saturée de bases militaires. Cuba tomba aussi dans Les griffes de l'impérialisme. Ses troupes occupèrent notre territoire. L'amendement Platt fut imposé à notre première Constitution, comme une clause humiliante sanctionnant l'odieux droit d'intervention étrangère. Nos richesses passèrent dans ses mains, notre histoire fut falsifiée, notre gouvernement et notre politique furent entièrement modelés dans les intérêts des contremaîtres, la nation fut soumise à 60 années d'étouffement politique, économique et culturel.

Mais Cuba se souleva. Cuba fut capable de s'arracher à la tutelle illégitime. Cuba brisa les chaînes qui liaient son sort à celui de son oppresseur impérialiste, récupéra ses richesses, régénéra son agriculture et déploya la bannière d'un Territoire et d'un Peuple Libre de l'Amérique.

Maintenant, les Etats-Unis ne seront plus jamais en état d'utiliser la force de Cuba contre l'Amérique ; mais, par contre, dominant la majorité des autres pays d'Amérique latine, les Etats-Unis s'efforcent d'utiliser la force de l'Amérique contre Cuba.

Qu'est l'histoire de Cuba si ce n'est celle de l'Amérique latine ? Et qu'est l'histoire de l'Amérique latine, si ce n'est celle de l'Asie, de l'Afrique et de l'Océanie ? Et qu'est l'histoire de tous ces peuples si ce n'est celle de l'exploitation la plus cruelle et la plus impitoyable par l'impérialisme dans le monde ? (...)

Cuba et l'Amérique latine font partie du monde. Nos problèmes font partie des problèmes engendrés par la crise générale du capitalisme et la lutte des peuples qui avaient été soumis, du conflit entre le monde qui naît et le monde qui agonise. La campagne odieuse et brutale déclenchée contre notre nation exprime l'effort aussi désespéré que futile des impérialistes pour empêcher les peuples de se libérer. Cuba heurte les impérialistes d'une façon spéciale. Que se cache-t-il derrière la haine des Yankees envers la Révolution cubaine ? Qu'est-ce qui explique rationnellement la conspiration, unissant dans le même but agressif, la puissance la plus riche et la plus forte du monde et les oligarchies de tout un continent qui, ensemble, sont supposées représenter une population de 350 millions

d'hommes, contre un petit pays de seulement 7 millions d'habitants, économiquement sous-développé, sans moyens militaires ou financiers capables de menacer la sécurité ou l'économie d'aucun autre pays ? Ce qui les unit et les stimule, c'est la peur. Non la peur de Cuba, mais la peur de la Révolution latino-américaine. Non la peur des ouvriers, paysans, intellectuels, étudiants et couches progressistes des classes moyennes qui ont pris le pouvoir par des moyens révolutionnaires à Cuba, mais la peur que les ouvriers, paysans, étudiants et couches progressistes des classes moyennes prennent le pouvoir par des moyens révolutionnaires dans les pays opprimés et affamés, exploités par les monopoles yankees et les oligarchies réactionnaires d'Amérique, la peur que le peuple spolié du continent arrache les armes à ses oppresseurs et, comme Cuba, se déclare le peuple libre de l'Amérique.

Le spectre de Cuba

En écrasant la Révolution cubaine, ils espèrent dissiper la peur qui les tourmente, le spectre de la révolution qui les menace. En liquidant la révolution cubaine, ils espèrent liquider l'esprit révolutionnaire des peuples. Ils s'imaginent, dans leur délire, que Cuba est un exportateur de révolutions. Dans leurs cerveaux troublés de marchands et d'usuriers, se trouve l'idée que les révolutions peuvent être achetées, vendues, louées, exportées et importées tout comme une marchandise. Ignorant les lois objectives qui régissent le développement des sociétés humaines, ils croient que leurs régimes monopoleurs, capitalistes et semi-féodaux sont éternels. Eduqués dans leur propre idéologie réactionnaire, mélange de superstition, d'ignorance, de subjectivisme, de pragmatisme et autres aberrations mentales, ils ont une image du monde et de la marche de l'histoire conforme à leurs intérêts de classes exploiteuses (...).

La marche de l'humanité

Mais le développement de l'histoire, la marche ascendante de l'humanité, ne s'arrête pas et ne peut être arrêtée. Les forces animant les masses qui font réellement l'histoire, déterminée par les conditions matérielles de leur existence et des aspirations à des objectifs plus élevés de bien-être et de liberté, qui émergent quand les progrès de l'homme dans les domaines de la science, de la technique et de la culture les rendent possibles, sont supérieures à la volonté et à la terreur déchainée par les oligarchies régnantes.

Les conditions subjectives de chaque pays, c'est-à-dire le facteur conscient, l'organisation, la direction, peuvent accélérer ou retarder la révolution, suivant le plus ou moins grand degré de développement, mais tôt ou tard, à chaque époque historique, quand les conditions



objectives mûrissent, la conscience s'acquiert, la direction émerge et la révolution se produit.

Que ceci se fasse pacifiquement ou dans les douleurs ne dépend pas des révolutionnaires, mais des forces réactionnaires de la vieille société, qui résistent à la naissance de la nouvelle société engendrée par les contradictions portées dans le sein de la vieille société. Dans l'histoire, le révolutionnaire est comme le docteur qui assiste à la naissance d'une nouvelle vie. Il n'emploie pas nécessairement les instruments de force, mais il les utilisera sans hésiter s'il faut aider la naissance. Une naissance qui apporte aux masses asservies et exploitées l'espoir d'une vie nouvelle, meilleure.

Dans nombre de pays d'Amérique latine, la révolution est aujourd'hui inévitable. Ce fait n'est pas déterminé par le vouloir de personne. Il est déterminé par les horribles conditions d'exploitation dans lesquelles vit l'homme d'Amérique, par le développement de la conscience révolutionnaire des masses, la crise de l'impérialisme et le mouvement universel de lutte des peuples asservis.

L'anxiété ressentie aujourd'hui est un symptôme indubitable de rébellion. Les tréfonds mêmes du continent sont puissamment ébranlés, de ce continent qui a connu quatre siècles d'esclavage, de semi-esclavage, d'exploitation féodale, en commençant par ses habitants autochtones et les esclaves importés d'Afrique, jusqu'aux noyaux des nationalités qui émergent plus tard : Blancs, Noirs, Mulâtres, Métis et Indiens, qui sont devenus des frères sous le mépris, l'humiliation et le joug yankee, des frères dans leur espoir d'un avenir meilleur.

Les peuples d'Amérique se libèrent du colonialisme espagnol au début du siècle dernier, mais pas de l'exploitation. Les propriétaires fonciers féodaux assumèrent l'autorité des dirigeants espagnols ; les Indiens restèrent dans leur pénible servitude ; l'homme d'Amérique latine continua, sous une forme ou une autre, à être un esclave, et les plus mini-

mes espoirs du peuple cédèrent devant la puissance des oligarchies et le joug du capital étranger. Telle est la vérité de l'Amérique, avec des nuances et des variations diverses. Aujourd'hui, l'Amérique latine est écrasée par un impérialisme plus féroce, plus cruel et plus puissant que l'empire colonial espagnol.

Devant la réalité objective et la révolution latino-américaine historiquement inexorable, quelle est l'attitude de l'impérialisme yankee ? Il se prépare à mener une guerre coloniale contre les peuples d'Amérique latine. Il crée un appareil de force, des prétextes politiques et des instruments pseudo-légaux souscrits par les oligarchies réactionnaires pour réprimer par le fer et par le feu la lutte des peuples d'Amérique latine (...)

Le dossier de Cuba

Cuba, la nation latino-américaine qui a rendu propriétaires de terre plus de 100 000 petits fermiers, assuré du travail toute l'année dans les fermes d'Etat et les coopératives à tous les ouvriers agricoles, transformé les forts en écoles, donné 700 000 bourses à des étudiants d'universités, d'écoles secondaires et techniques, créé des salles de lecture pour toute la population enfantine, liquidé totalement l'analphabétisme, quadruplé les services médicaux, nationalisé les intérêts étrangers, supprimé le système abusif qui transformait l'habitation en un moyen d'exploitation du peuple, éliminé virtuellement le chômage, supprimé la discrimination suivant la race ou le sexe, débarrassé le pays du jeu, du vice et de la corruption administrative, armé le peuple, fait de la jouissance des droits de l'homme une réalité vivante en libérant l'homme et la femme de l'exploitation, du manque de culture et de l'inégalité sociale ; Cuba qui s'est libéré de la tutelle étrangère, qui a acquis une complète souveraineté, établi les bases pour le développement de l'économie afin de ne plus être un pays de monoculture expor-

tant seulement des matières premières, Cuba est expulsé de l'Organisation des Etats américains par des gouvernements qui n'ont pas réalisé pour leurs peuples un seul de ces objectifs. Comment pourraient-ils justifier leur conduite devant les peuples d'Amérique et du monde ? Comment pourraient-ils nier que, dans leur conception, une politique de terre, de pain, de travail, de santé, de liberté, d'égalité et de culture, de développement accéléré de l'économie, de dignité nationale, de totale autodétermination et de souveraineté, est incompatible avec l'hémisphère américain ?

Les peuples pensent très différemment. Ils pensent que la seule chose incompatible avec la destinée de l'Amérique latine est la misère, l'exploitation féodale, l'analphabétisme, les salaires de famine, le chômage, la politique de répression contre les masses d'ouvriers, de paysans et d'étudiants, la discrimination envers les Noirs, les Indiens, les métis, l'oppression par les oligarchies, le pillage de leurs richesses par les monopolistes yankees, la stagnation morale de leurs intellectuels et artistes, la ruine des petits producteurs par la concurrence étrangère, le sous-développement économique, les gens sans rues, sans hôpitaux, sans logements, sans écoles, sans industries, la soumission à l'impérialisme, la renonciation à la souveraineté nationale et la trahison de leur pays. (...)

Une force de répression

(...) A l'accusation que Cuba veut exporter sa révolution, nous répondons : les révolutions ne s'exportent pas, elles sont faites par le peuple.

Ce que Cuba peut donner aux peuples et ce qu'il a déjà donné, c'est son exemple.

Et qu'enseigne la révolution cubaine ? Que la révolution est possible, que le peuple peut la faire, que dans le monde contemporain il n'y a pas de forces capables d'arrêter le mouvement de libération des peuples.

Nous n'aurions jamais pu triompher si la révolution elle-même n'avait été inexorablement destinée à surgir des conditions existantes dans notre réalité socio-économique, réalité qui existe à un degré encore plus grand dans bon nombre de pays latino-américains.

Il arrive inévitablement que, dans les pays où le contrôle des monopoles yankees est le plus fort, l'exploitation de l'oligarchie la plus cruelle, et la situation des masses travailleuses et paysannes la moins supportable, le pouvoir politique apparaisse le plus solide. L'état de siège devient habituel, toute manifestation de mécontentement des masses est réprimée par la force. La voie démocratique est totalement fermée. Le caractère brutal de la dictature, la forme de domination adoptée par les classes dirigeantes, se révèle toujours plus clairement que

jamais. C'est alors que l'explosion révolutionnaire des peuples devient inévitable.

Bien que dans ces pays sous-développés d'Amérique la classe ouvrière soit en général relativement faible, il y a une classe qui, en raison des conditions inhumaines dans lesquelles elle vit, constitue une force potentielle qui, dirigée par les ouvriers et les intellectuels révolutionnaires, a une importance décisive dans la lutte pour la libération nationale : les paysans.

Dans nos pays se rencontrent une industrie sous-développée et un régime agraire de caractère féodal. C'est pourquoi, en dépit de toutes les difficultés de la vie des ouvriers des villes, la population rurale vit dans des conditions encore plus horribles d'oppression et d'exploitation ; mais elle est aussi, sauf exception, le secteur majoritaire absolu, dépassant parfois plus de 70 % de la population latino-américaine.

Abstraction faite des propriétaires fonciers qui souvent résident dans les villes, le reste de cette grande masse gagne son existence en travaillant comme *peones* dans les haciendas pour les plus misérables salaires, ou travaille la terre dans des conditions d'exploitation qui ne feraient pas honte au Moyen Age. Ce sont ces circonstances qui font que la population rurale pauvre d'Amérique latine constitue une énorme force révolutionnaire potentielle.

Les armées, édifiées et équipées pour la guerre conventionnelle, qui sont la force sur laquelle repose le pouvoir des classes exploiteuses, deviennent absolument impuissantes quand elles ont à faire face à la lutte irrégulière des paysans sur leur propre terrain. Elles perdent dix hommes pour chaque combattant révolutionnaire qui tombe, et la démoralisation s'étend rapidement chez elles du fait de faire face à un ennemi invisible et invincible qui ne leur offre pas l'occasion de faire preuve de leur tactique académique et de la fanterie qu'elles emploient tant dans les mouvements militaires pour réprimer les ouvriers des villes et les étudiants.

La lutte initiale de petites unités combattantes est nourrie constamment par de nouvelles forces, le mouvement de masse commence à desserrer ses chaînes, le vieil ordre peu à peu commence à se casser en mille morceaux, c'est alors le moment où la classe ouvrière et les masses urbaines décident de la lutte.

Qu'est-ce qui, dès le début de la lutte de ces premiers noyaux, les rend invincibles, indépendamment du nombre, de la puissance et des ressources de leurs ennemis ? C'est l'aide du peuple, et ils pourront compter sur cette aide du peuple dans une mesure toujours croissante.

Mais la paysannerie est une classe qui, en raison de l'état d'ignorance dans lequel elle est maintenue et d'isolement dans lequel elle vit, a besoin de la direction politique révolutionnaire de la classe ouvrière et des intellectuels révolutionnaires, car sans eux elle ne serait pas

capable de s'élancer dans la lutte et d'arriver à la victoire.

Dans les conditions historiques actuelles de l'Amérique latine, la bourgeoisie nationale ne peut pas diriger la lutte antiféodale et anti-impérialiste. L'expérience montre que, dans nos nations, cette classe, même quand ses intérêts sont en contradiction avec ceux de l'impérialisme yankee, est incapable de l'affronter, parce qu'elle est paralysée par la peur de la révolution sociale et effrayée par les cris des masses exploitées.

Devant le dilemme : impérialisme ou révolution, seules ses couches les plus progressistes seront avec le peuple.

L'actuelle corrélation de forces dans le monde et le mouvement universel de libération des peuples colonisés et dépendants indiquent à la classe ouvrière et aux intellectuels révolutionnaires d'Amérique latine leur véritable rôle, qui est de se placer résolument à l'avant-garde de la lutte contre l'impérialisme et le féodalisme. (...)

La division, un produit de toutes sortes de préjugés ; le sectarisme, le dogmatisme, un manque de largesse dans l'analyse du rôle de chaque couche sociale, de ses partis, organisations et dirigeants, rendent difficile la nécessaire unité d'action des forces démocratiques et progressistes de nos peuples. Ce sont des défauts de croissance, des maladies infantiles du mouvement révolutionnaire qui doivent être abandonnées. Dans la lutte antiféodale et anti-impérialiste, il est possible de pousser la majorité du peuple résolument derrière les buts de libération qui unissent l'esprit de la classe ouvrière, des paysans, de la petite bourgeoisie et des couches les plus progressistes de la bourgeoisie nationale. Ces secteurs comprennent la majorité de la population et rassemblent de grandes forces sociales capables de balayer la domination impérialiste et réactionnaire féodale. Dans ce large mouvement, peuvent et doivent lutter ensemble pour le bien de nos nations, de nos peuples, pour le bien de l'Amérique, depuis les vieux militants marxistes jusqu'aux catholiques sincères qui n'ont rien à faire avec les monopolistes yankees et les seigneurs féodaux de la terre.

La tâche première

Ce mouvement entraînera avec lui les éléments les plus progressistes des forces armées, également humiliées par les missions militaires yankees, la trahison des intérêts nationaux par les oligarchies féodales, et le sacrifice de la souveraineté nationale aux diktats de Washington.

Là où les voies sont fermées au peuple, où la répression contre les ouvriers et paysans est féroce, où la domination des monopoles yankees est la plus forte, la tâche première et la plus importante est de comprendre qu'il n'est ni honorable ni juste de tromper le peuple avec l'illusion fallacieuse et commode

qu'il est possible d'extirper, par des moyens légaux qui n'existent pas et n'existeront pas, les classes dirigeantes qui sont retranchées dans toutes les positions de l'Etat, monopolisant l'éducation, possédant tous les moyens d'information, des ressources financières infinies, une puissance que les monopoles et les oligarchies défendront par le fer et par le feu, avec toute la force de leur police et de leur armée.

Il est du devoir de tout révolutionnaire de faire la révolution. On sait que la révolution triomphera en Amérique et dans le monde, mais les révolutionnaires ne doivent pas rester sur le pas de leur porte, attendant que passe le cadavre de l'impérialisme. Le rôle de Job ne convient pas à un révolutionnaire. Chaque année que gagnera la libération de l'Amérique signifiera des millions de vies d'enfants sauvées, des millions de cerveaux sauvés pour la culture, une infinité de maux épargnés au peuple. Même si les impérialistes yankees préparent un drame sanglant pour l'Amérique, ils ne réussiront pas à écraser les luttes populaires, ils susciteront seulement une haine universelle contre eux. Et un tel drame marquera aussi la mort de leur système cupide et carnivore.

Aucune nation d'Amérique latine n'est faible, car toutes font partie d'une famille de 200 millions de frères qui souffrent les mêmes misères, éprouvent les mêmes sentiments, ont le même ennemi, rêvent du même avenir meilleur et comptent sur la solidarité de tous les hommes et femmes honnêtes à travers le monde.

Si grande qu'ait été l'épopée de l'indépendance de l'Amérique latine, si héroïque que fut cette lutte, la génération latino-américaine actuelle est appelée à s'engager dans une épopée qui sera encore plus grande et plus décisive pour l'humanité. Cette lutte avait pour but de se libérer de la puissance coloniale espagnole, d'une Espagne décadente envahie par les armées de Napoléon. Aujourd'hui, il s'agit de lutter pour se libérer du centre impérialiste le plus puissant du monde, de la plus grande force de l'impérialisme mondial, et de rendre à l'humanité un plus grand service que celui rendu par nos prédécesseurs.

Cette lutte, dans une plus grande mesure que la précédente, sera menée par les masses, réalisée par le peuple ; le peuple sera amené à jouer un rôle beaucoup plus important maintenant que jadis, les leaders sont moins importants dans cette lutte que dans celle d'autrefois.

Les masses font l'histoire

L'épopée devant nous sera écrite par les masses indiennes affamées, les paysans sans terre, les ouvriers exploités. Elle sera écrite par les masses progressistes, les intellectuels honnêtes et brillants qui abondent tant dans nos pays latino-américains malheureux. Lutes de masses et d'idées. Une épopée qui sera portée de l'avant par nos peuples

méprisés et maltraités par l'impérialisme, nos peuples qui ne comptaient pas jusqu'à ce jour et qui commencent à sortir de leur sommeil. L'impérialisme nous considérait comme un troupeau faible et soumis, et maintenant il commence à être effrayé par ce troupeau, ce gigantesque troupeau de 200 millions de Latino-Américains dans lesquels le capitalisme monopoliste yankee voit maintenant ses fossoyeurs.

Cette humanité laborieuse, ces hommes inhumainement exploités, ces êtres paupérisés, commandés par le système du fouet et du contremaître, on ne comptait pas avec eux ou on ne comptait que peu. Depuis l'indépendance, leur sort était resté le même : Indiens, gauchos, métis, zambos, quarterons, Blancs sans propriétés ni revenus, toute cette masse humaine qui formait les rangs de la « nation » ne recevait jamais de profits, tombait par millions, était taillée en pièces. Elle, qui gagna l'indépendance de la métropole pour la bourgeoisie, fut exclue de sa part de récompense ; elle continua à occuper le plus bas degré sur l'échelle des bienfaits sociaux, à mourir de faim, de maladies incurables et de négligence parce que pour elle il n'y avait jamais assez de biens vitaux — du pain, un lit d'hôpital, des médicaments qui guérissent, une main qui secourt.

Mais maintenant, d'un bout à l'autre du continent, ils indiquent clairement qu'est venue l'heure de leur rédemption. Maintenant, cette masse anonyme, cette Amérique de couleur, la sombre et taciturne Amérique, qui chante sur tout le continent avec la même tristesse et la même désillusion, maintenant cette masse commence à entrer décidément dans sa propre histoire, à l'écrire de son sang, à souffrir et à mourir pour elle.

Une vague de colère

Parce que maintenant, dans les champs et les montagnes d'Amérique, sur ses pentes et ses prairies, dans ses jun-

gles et ses lieux sauvages, et dans les cités, ce monde commence à juste titre à faire irruption. Des hommes anxieux tendent la main, prêts à mourir pour ce qui est à eux, à conquérir ces droits dont on s'est moqué pendant près de cinq cents ans. Oui, maintenant, l'histoire devra tenir compte du pauvre d'Amérique, de l'exploité et du méprisé d'Amérique latine, qui ont décidé de commencer à écrire l'histoire pour eux, à tout jamais. Déjà, on peut les voir sur les routes, à pied, jour après jour, dans des marches infinies de centaines de kilomètres vers les « éminences » gouvernementales pour obtenir leurs droits.

Déjà on peut les voir, armés de pierres, de bâtons, de machettes, dans une direction ou une autre, chaque jour, occupant des terres, plantant des pieux dans les terres qui leur appartiennent et les défendant de leur vie. On peut les voir portant des signes, des slogans, des drapeaux, les faisant flotter au vent des montagnes et des prairies. Et la vague de colère, de revendications pour la justice et les droits, qui commence à passer sur les terres d'Amérique latine ne s'arrêtera pas. Cette vague grandira de jour en jour. Car cette vague est composée du plus grand nombre, la majorité à tous égards, ceux dont le labeur amasse la richesse et fait tourner la roue de l'histoire. Maintenant, ils s'éveillent du long sommeil abrutissant auquel ils avaient été soumis.

Cette grande masse de l'humanité a dit : assez ! et a commencé à marcher. Et cette marche géante ne sera pas arrêtée avant de conquérir la véritable indépendance, pour laquelle beaucoup sont morts en vain. Mais aujourd'hui, ceux qui mourront mourront comme les Cubains à Playa Giron. Ils mourront pour leur propre indépendance, une indépendance véritable et qui ne sera jamais abandonnée.

PATRIA O MUERTE ! VENCEREMOS !

LE PEUPLE DE CUBA
La Havane, territoire libre d'Amérique
Le 4 février 1962



ABONNEMENT A DOMICILE

	FRANCE DOM-TOM	ETRANGER
1 - AVEC LA PRESSE DE LA LCR 52 Rouge + 11 Critique Communiste + les n° hors série de Critique Communiste	450 F	500 F
2 - SIX MOIS D'EXPERIENCE DE L'HEBDO «ROUGE» 6 mois = 24 numéros	160 F	
3 - CONNAITRE LE MENSUEL CRITIQUE COMMUNISTE 1 an = 11 numéros	150 F	170 F

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Formule choisie :

Réglement à l'ordre de PEC

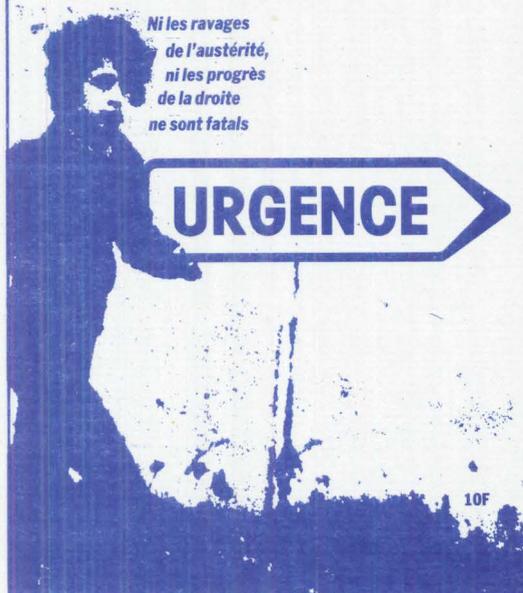
2 rue Richard Lenoir 93108 Montreuil

Tél : 859 00 80

Un plan de mesures d'urgence

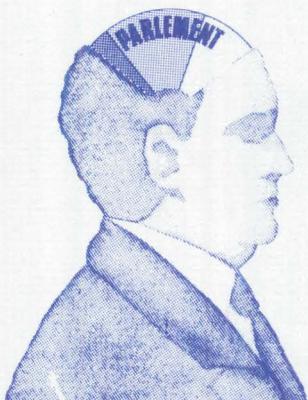
Une brochure de la LCR

La LCR propose
des mesures anticapitalistes
POUR CHANGER DE CAP



LA BRECHE

PROFILS DE LA SOCIAL-DEMOCRATIE EUROPEENNE



JORN ROSS CUNTER MINNEROP RAIMUNDO LOEW JULIAN ATKINSON ALAN FREEMAN GERT INGE JOHANSSON

TOM GUSTAFSSON JACQUES KERGOAT FRANCISCO LOUCA MARIANO FERNANDEZ ENCUOTA ANTONIO MOSCATO

430 pages, 75 f.



20 f.

Livres disponibles à la librairie
La Brèche, 2, rue de Tunis, 75 011 Paris
ou à commander à PEC, 2, rue Richard-Lenoir,
93 108 Montreuil, en établissant vos chèques du montant
net à payer, à l'ordre de PEC.

L'agonie du capitalisme
et les tâches de la
IV^e Internationale

Programme de transition



B
LA BRECHE

Critique Communiste

Revue mensuelle de LCR éditée par la société P-E-C
Rédaction et administration : 2, rue Richard-Lenoir 93 100 Montreuil-sous-Bois.
859 00 80.
Directeur de la publication : Robert March. Imprimerie Rotographie.
ISSN — 0298 — 2068 N° CP : 56 5511